



**FISAC**  
**Rapport d'activité**  
**1992-2005**

SOMMAIRE

	Pages
Eléments de synthèse.....	3
Les opérations nationales	10
Les différentes aides du Fisac	15
- Opérations urbaines et opérations collectives de modernisation en milieu rural	16
- Opérations rurales	17
Méthodologie.....	18

**Pour l'année 2005**

<b>➤ <u>National</u></b>	
Répartition des subventions par type d'opération.....	20
<b>➤ <u>Région</u></b>	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	24
- classement alphabétique.....	25
- classement par montant de subvention.....	26
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	28
<b>➤ <u>Département</u></b>	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	31
- classement alphabétique.....	33
- classement par montant de subvention.....	35
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	41

**Pour la période 1992-2005**

<b>➤ <u>National</u></b>	
Répartition des subventions par type d'opération.....	48
<b>➤ <u>Région</u></b>	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	48
- classement alphabétique.....	53
- classement par montant de subvention.....	54
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	56
<b>➤ <u>Département</u></b>	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	58
- classement alphabétique.....	59
- classement par montant de subvention.....	63
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	69

## RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 - 2005

### 1. ELÉMENTS DE SYNTHÈSE

➤ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et dont la création n'induit pas de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

**Ce dispositif étant fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution** (surfaces de vente supérieures à 400 m<sup>2</sup>), c'est un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

➤ Depuis la loi de finances pour 2003, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat. Des dotations relatives au FISAC sont donc désormais déléguées à l'ORGANIC à **partir du budget de l'Etat.**

Le décret du 5 février 2003 et la circulaire du 17 février 2003<sup>1</sup>, ont précisé les nouvelles modalités de mise en œuvre du FISAC, **désormais dénommé Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce**. Les opérations sont regroupées au sein de quatre grandes catégories :

- *les opérations collectives, rurales ou urbaines ;*
- *les opérations individuelles à destination des entreprises en milieu rural ;*
- *les études ;*
- *les actions collectives spécifiques décidées par le ministre chargé du commerce et de l'artisanat (exemples : indemnisation des commerçants et artisans sinistrés à la suite de catastrophes naturelles, technologiques ou sanitaires, contribution au financement des actions de développement économique des chambres de métiers et des organisations professionnelles nationales de l'artisanat, soutien aux commerces de biens culturels...).*

Les décisions d'attribution des aides sont prises par le Ministre chargé du commerce et de l'artisanat sur la base des projets instruits au plan local par les préfetures de département et après avis des délégués régionaux au commerce et à l'artisanat.

Par souci de simplification et de réduction des délais d'attribution des aides, le passage obligatoire des dossiers devant une commission nationale a été supprimé en 2003.

Les principales mesures intervenues lors de la réforme de 2003 sont les suivantes :

- en zone rurale (communes de moins de 2000 habitants), le taux d'intervention est porté à 30 % au lieu de 20 % pour les opérations individuelles conduites par des collectivités territoriales ;
- les taux d'intervention pour les opérations réalisées dans les zones urbaines sensibles, comprises dans les territoires prioritaires d'un contrat de ville, sont très fortement majorés : 80 % au lieu de 50 % en fonctionnement et 40 % au lieu de 20 % en investissement ;

---

<sup>1</sup> Le dispositif réglementaire relatif au FISAC repose sur les textes de référence suivants :

➤ Article 4 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, modifié par l'article 35 – III de la loi de finances pour 2003.

➤ Décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.

➤ Arrêté du 13 février 2003 pris pour l'application du décret n° 2003-107 du 5 février 2003 relatif au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.

➤ Circulaire du 17 février 2003 relative au fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce.

## **I – COMPARAISONS 2005-2004**

Pour 2005, la dotation initiale du FISAC a été fixée à 71 M€ en loi de finances, mais une régulation budgétaire est venue l'affecter à hauteur de 4 M€. Au cours de l'année 2005, les crédits (29 M€) ouverts par la loi de finances rectificative pour 2004 ont été mobilisés tant pour les opérations nationales que les opérations territoriales.

L'année 2005 a été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004. Au 31 décembre 2004, 712 dossiers étaient en attente de traitement. Au 31 décembre 2005 tous les dossiers reçus au cours de l'année 2004 avaient été traités et sur les 490 dossiers reçus en 2005, 235 avaient également déjà fait l'objet de décisions. Des délais normaux d'instruction ont ainsi pu être retrouvés à la fin du premier trimestre 2006.

L'année 2005 a également vu l'organisation de la première phase du plan de dynamisation du commerce de proximité. Cet appel à projets a permis de sélectionner des actions innovantes mises en œuvre par des associations de commerçants 1,3 M€ ont été consacrés au financement de ces actions exemplaires et, au total, 3,5 M€ de subventions ont été versés aux opérations correspondantes.

### ***I-1 – Par catégories d'opérations***

Les crédits consacrés aux opérations urbaines continuent d'augmenter. Ils s'élèvent à 38,56 M€ (dont 0,2 M€ pour l'aide aux quartiers en difficultés) pour 294 décisions contre 31,2 M€ et 222 décisions en 2004 soit une augmentation de + 23,5% en montant et + 32 % en unités.

Les montants dévolus aux opérations rurales sont stables, puisqu'ils se maintiennent à un peu plus de 28 M€ contre 29,9 M€ en 2004 pour 538 décisions contre 628.

Globalement les interventions du FISAC continuent donc à croître, les comparaisons avec l'année 2004 exceptionnelle et donc atypique devant être menées avec prudence.

Pour ce qui concerne les opérations rurales individuelles le montant moyen des aides directes aux entreprises s'établit à 6 900 € en 2005 (contre 7 400 € en 2004).

On observe également une stabilisation du nombre d'études réalisées en 2005. 44 études ont été réalisées pour un coût total de 542 498 € contre 45 en 2003 (59 en 2004, année exceptionnelle).

Au titre des actions collectives spécifiques, le FISAC a assuré le financement des conventions de développement économique passées d'une part avec les chambres de métiers de l'artisanat et d'autre part avec les organisations professionnelles nationales de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 17,3 M€ leur a été réservée.

Le dispositif de soutien aux biens culturels résultant de la convention triennale passée avec le ministre de la culture et de la communication en 2003 a permis, en 2005, de financer 40 actions pour 0,8 M€ dans le cadre de l'enveloppe annuelle de 1 M€ prévue pour ces opérations.

Enfin au titre de dispositifs spécifiques 7,6 M€ ont été apportés pour financer l'EPARECA (2,2 M€), la campagne de communication de « chèque emploi » 250 000 €, les pôles d'innovation de

## *I-2 - Par collectivité territoriale*

### ❖ Les régions :

#### ↗ les plus fortes consommatrices

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive une nouvelle fois largement en tête au titre des bénéficiaires (8,5 M€) suivie à nouveau par la région Bretagne (7,5 M€) et l'Aquitaine (6,1 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant les trois régions en tête sont en 2005 : Rhône-Alpes, suivie de la Bretagne et de la Région Aquitaine – En 2004, le classement était exactement le même.

#### ↘ les plus faibles consommatrices

Ce sont les trois régions (hors DOM-TOM et Corse) Alsace, Picardie et Basse-Normandie qui font le moins appel au FISAC. L'Auvergne, la Picardie et PACA figuraient à ce classement en 2004.

En montant par habitant le classement fait apparaître l'Île-de-France, l'Alsace et la Picardie.

### ❖ Les départements :

#### ↗ Les plus forts consommateurs

Les cinq départements en tête sont : le Finistère, l'Île-et-Vilaine, l'Ain, les Côtes d'Armor et la Gironde. Seul le département de l'Île-et-Vilaine figurait dans ce classement en 2004. En montant par habitant ce sont les départements de la Corrèze, de la Haute-Marne, du Loire et Cher, de l'Ariège et des Landes qui arrivent en tête.

#### ↘ les plus faibles consommateurs

Les départements les moins aidés (hors DOM-TOM et Corse) sont les Hautes-Pyrénées, l'Eure et Loir, les Alpes de Haute-Provence, Paris, la Lozère et la Somme.

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point de projets, concentration sur certains types d'opération, dispersion géographique, situation économique locale...). On peut d'ailleurs noter d'une part que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et d'autre part que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

Elles se répartissent comme suit :  
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	32,1

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les quatre dernières années :

<i>CATEGORIE D'OPERATION</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>
Opérations urbaines	115.000 €	125.000 €	144 000 €	131 000 €

### Opérations urbaines FISAC 1992/2005 par taille de villes

	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
2000 à 5000 habitants	46 383 737	10,89	2 434 075	19 €
5000 à 15000 habitants	89 507 547	21,02	8 670 692	10 €
15000 à 30000 habitants	67 899 313	15,94	11 835 495	6 €
Plus de 30 000 habitants	222 130 693	52,15	34 237 020	6 €
<b>Total</b>	<b>425 921 290</b>	<b>100,00</b>	<b>57 177 282</b>	<b>7 €</b>

Ce sont les villes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (52 % du montant des subventions) Un effort marqué est porté sur les petites et moyennes communes, dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention du FISAC. A noter que le montant moyen par habitant concernant les petites villes de 2.000 à 5.000 habitants est presque 3 fois supérieur à celui des grandes villes de plus de 30.000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore la restructuration d'une halle.

### II - 3 Opérations nationales

Hors les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat et des organisations professionnelles de l'artisanat, le FISAC contribue à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation), pour la diffusion de biens culturels, pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables ou de faisabilité.

Les subventions accordées s'établissent comme suit :

Elles se répartissent comme suit :  
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 ①	5	13,7	1,7 ②	14,3	8,9

① année exceptionnelle : tempêtes et inondations

② les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, celles victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer que, au sein des opérations rurales et urbaines, une part de l'ordre de 20 à 25 %, a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou des multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le Fisac a également permis d'assurer le financement des actions de développement économique menées par les chambres de l'artisanat et des métiers. 13,85 M€ ont été consacrés à ces actions et 180 000 € pour l'Assemblée permanente des chambres de métiers. Par ailleurs, 2,76 M€ ont été consacrés à ces mêmes actions mises en œuvre par les organisations professionnelles nationales (cf. fiche p. 11).

Le Fisac permet également de financer l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2005, une dotation de 2,2 M€ lui a été attribuée (cf. fiche p. 12).

Le Fisac a également assuré le financement, à hauteur de 5 M€ du plan de dynamisation du commerce de proximité comprenant à la fois la campagne de communication « commerçants l'énergie de tout un pays » et la première phase de l'appel à projets permettant de valoriser des initiatives innovantes mises en place par les associations de commerçants. 5 M€ ont été consacrés à ces actions (cf. fiche p. 13).

Le Fisac est enfin intervenu au profit des pôles d'innovation de l'artisanat pour un coût de 1,1 M€ (cf. fiche p. 14).

#### **IV – LA GESTION DES FONDS PAR L'ORGANIC**

Une convention relative à la gestion des fonds du FISAC a été passée avec l'ORGANIC le 11 avril 2003. En effet, l'ORGANIC assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DEcas.

# **LES OPERATIONS NATIONALES**

## **ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES NATIONALES**

Il s'agit d'apporter un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par les organismes suivants :

- les membres du réseau consulaire des métiers : l'assemblée permanente des chambres de métiers, les chambres régionales de métiers et de l'artisanat et les chambres départementales de métiers et de l'artisanat ;
- certaines organisations professionnelles nationales.

Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales et contribuant à l'essor de l'artisanat, au développement local ainsi qu'à la promotion de l'insertion et de l'emploi. Elles relèvent des domaines suivants :

- création, transmission et reprise d'entreprises ;
- promotion de l'utilisation des TIC ;
- promotion des actions en faveur du développement durable : environnement, maîtrises des risques, hygiène, santé...
- accompagnement de la mise en place de démarche Qualité et de certification de services ;
- promotion de l'exportation ;
- développement de l'insertion par l'emploi des publics en difficultés (réservé aux organisations professionnelles).

**En 2005**, la dotation imputée sur les crédits du FISAC et attribuée aux différents bénéficiaires a pratiquement atteint 17 M€:

<b>En euros</b>	<b>2005</b>
CRMA et CMA	13 853 461
APCM	180 000
<b>TOTAL réseau consulaire</b>	<b>14 033 461</b>
<b>OP N</b>	<b>2 765 000</b>
<b>TOTAL subvention accordée</b>	<b>16 798 461</b>

L'affectation entre les différents domaines d'action n'est pas encore connue pour 2005 mais la clé de répartition sera probablement assez proche de ce qu'elle a été en 2004 :

- pour le réseau consulaire : priorité marquée au domaine **création transmission reprise d'entreprises avec plus de 60%** du montant de la subvention et **développement durable avec plus de 20%** de la subvention, le solde se répartissant entre les trois autres domaines ;
- pour les organisations professionnelles nationales : une priorité de fait pour le domaine de **l'insertion par l'emploi des publics en difficulté avec 35%** de la subvention puis, à parts relativement identiques les domaines **développement durable et création transmission d'entreprise représentant chacun plus de 20%** de la subvention ; deux autres domaines (promotion de l'utilisation des TIC et démarche qualité) se répartissent pratiquement le solde, le domaine exportation n'ayant, au final, été retenu que par une seule organisation professionnelle.

## L'EPARECA

### 1) Un outil de cohésion économique et sociale des quartiers en difficulté.

Instrument de la politique de la ville, l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'Etablissement s'est doté en 2005, avec l'approbation de son conseil d'administration, d'un « contrat d'objectifs et de moyens » (COM) pour la période 2005-2008 qui prévoit la rénovation de 9 centres commerciaux par an.

Sur le plan financier, l'Etablissement fera l'objet d'une dotation de 2,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2006.

### 2) Des résultats déjà visibles

**Depuis l'année 2000, date de son fonctionnement effectif, l'EPARECA a été saisi par 166 villes de 213 demandes d'interventions : sur les 28 opérations engagées, 3 centres ont été réhabilités et revendus ; 14 autres sont en exploitation totale ou partielle ; enfin, 11 centres sont en phase de travaux.**

Des premières années d'activités de l'EPARECA, il ressort que, si le succès des opérations conduites par l'établissement ne sera mesurable que dans plusieurs années, compte tenu de la durée des opérations et de leur complexité, **les premiers résultats enregistrés sont encourageants**. Les opérations réalisées ont indéniablement contribué à l'amélioration de la vie quotidienne des populations concernées et leur impact en termes d'emplois mérite d'être souligné pour les opérations achevées et celles en cours : **885 emplois maintenus et 443 créés**.

## VALORISATION DU COMMERCE DE PROXIMITE

Les Pouvoirs publics se sont attachés à valoriser le commerce de proximité par le biais, d'une part, d'une campagne de promotion et, d'autre part, d'un plan de dynamisation du secteur.

**Cette campagne de promotion** visait à répondre à un double objectif :

- mieux faire connaître et valoriser toutes les prestations que le commerce de proximité peut offrir aux consommateurs, en mettant en lumière les services spécifiques qu'il apporte à ces derniers ;
- montrer aux commerçants l'intérêt que portent les pouvoirs publics à leur rôle économique et social, celui-ci n'étant pas toujours bien reconnu.

Financée à hauteur de **5 M€** par le FISAC, cette campagne, identifiable par le slogan « **Commerçants : l'énergie de tout un pays** », est intervenue au printemps 2005. Ses retombées ont été dans l'ensemble très positives.

L'organisation, au plan national, d'une campagne de communication en faveur du commerce de proximité a contribué ainsi à sensibiliser l'opinion publique. Mais pour prolonger les effets positifs d'une telle initiative, une déclinaison au plan local était également nécessaire.

Telle a été la finalité du **plan de dynamisation du commerce de proximité** dont les objectifs étaient d'appuyer les actions de développement du commerce que mettent en œuvre les chambres de commerce et d'industrie et de mobiliser, à cette fin, toutes les acteurs locaux : associations de professionnels concernées, chambres consulaires et collectivités territoriales.

Les parties prenantes devaient définir le cadre de leurs interventions respectives et examiner les conditions dans lesquelles elles pouvaient compléter les financements apportés par l'Etat pour la mise en place de ce dispositif.

Les actions à développer devaient s'articuler autour de cinq axes :

- structurer les associations de commerçants ;
- coordonner l'ensemble des acteurs du commerce urbain ;
- développer une offre de services mieux adaptée aux besoins des consommateurs ;
- développer le professionnalisme des pratiques commerciales ;
- améliorer l'offre commerciale.

Un cahier des charges type a été élaboré par la Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales en liaison avec l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. Il a servi de support au dossier de candidature.

Ainsi, au terme de la première session, huit dossiers (Roanne, Lyon, Bordeaux, Angers, Metz, Nancy, Versailles, Mantes la Jolie) sur les 30 présentés ont été sélectionnés. Une subvention a été attribuée à chacune des chambres lauréates pour lui permettre de mettre en œuvre le programme défini avec les acteurs locaux du commerce, ce qui représente au total une somme de 3,55 M€ Les 22 dossiers qui n'ont pas été retenus au titre du plan feront, pour leur part, l'objet d'un financement dans le cadre du FISAC classique.

Une seconde session est prévue en 2006.

## **LES POLES D'INNOVATION DE L'ARTISANAT**

Le ministère des PME a mis en place, avec le concours des chambres de métiers et des organisations professionnelles de l'artisanat, un ensemble de moyens d'appui technique adaptés aux conditions de la très petite entreprise (TPE) et constitué par les pôles d'innovation de l'artisanat (une vingtaine de pôles de compétences spécialisées à ce jour) et les conseillers en développement technologiques qui constituent le réseau de diffusion des innovations dans l'artisanat. L'animation technique de ce réseau est assuré par l'Institut supérieur des métiers (ISM).

Les entreprises artisanales sont confrontées comme les autres aux évolutions rapides de la technologie et des exigences du marché. Ne pouvant, par elles-mêmes, s'informer de manière précise sur ces différentes évolutions, elles ont besoin d'une interface et c'est aux pôles d'innovation que ce rôle a été confié.

Les pôles d'innovation de l'artisanat sont des "centres de ressources" s'appuyant sur des établissements de formation professionnelle indépendants ou relevant soit des chambres de métiers soit des organisations professionnelles et qui s'engagent dans une démarche de transfert de technologie au profit des TPE artisanales de leur secteur de spécialité.

L'Etat attribue le label "Pôle d'innovation" à ces établissements par la signature d'une convention-cadre.

Le développement du réseau des pôles d'innovation de l'artisanat étant l'une des priorités du Ministère des PME, ce dernier a établi avec la plupart d'entre eux un contrat d'objectifs couvrant la période 2003-2005 en leur consacrant, dans le cadre des crédits du FISAC un budget en forte augmentation (1,6 M€par an) sur la base d'engagements accrus de leur part.

Ces moyens nouveaux ont permis aux Pôles d'innovation de l'artisanat de rendre leurs actions de veille et de transfert technologique plus systématiques et plus amples et de toucher un plus grand nombre d'entreprises.

**PRESENTATION  
DES DIFFERENTES  
AIDES DU FISAC**

**OPERATIONS URBAINES**  
**(Communes de + 2000 habitants)**

**OPERATIONS COLLECTIVES**  
**DE MODERNISATION EN MILIEU**  
**RURAL**  
**(Pays, groupements de communes**  
**rurales, bassins d'emploi ruraux)**

**AIDES AUX COLLECTIVITES**  
**PUBLIQUES**

**DEPENSES ELIGIBLES**

**FONCTIONNEMENT**

- ◆ Etudes
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €)
- ◆ Opérations collectives de communication et de promotion
- ◆ Opérations collectives d'animation

**INVESTISSEMENT**

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par EPARECA)

**TAUX MAXIMA**

- ◆ Normaux
  - ❖ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €)
  - ❖ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)
- ◆ Majorés
  - ❖ 80 % en fonctionnement et 40 % en investissement pour les opérations réalisées dans les zones urbaines sensibles comprises dans les territoires prioritaires d'un contrat de ville

**CONDITIONS**

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€
- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet

**AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES**

OPERATIONS URBAINES	OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL
<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Rénovation de vitrines</li> <li>◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité</li> <li>◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises</li> </ul>

**TAUX MAXIMUM**

- ◆ 20 %

**CONDITIONS**

- ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € HT
- ◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise

**OPERATIONS RURALES**  
**(Communes de - 2 000 habitants)**

OPERATIONS INDIVIDUELLES

A DESTINATION DES ENTREPRISES EN MILIEU RURAL

**MAITRISE D'OUVRAGE  
PRIVEE**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES**

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité

**TAUX MAXIMA**

- ◆ 20 % pour les investissements matériels
- ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation

**MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES**

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité
- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès

**TAUX MAXIMA**

- ◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS
- ◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION

**CONDITIONS COMMUNES**

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € hors taxes
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 €
- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre 2 opérations ayant le même objet

OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

**MAITRISE D'OUVRAGE PUBLIQUE**

**DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES**

- ◆ Signalétique
- ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité

**TAUX MAXIMA**

- ◆ 20 % jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €)

**CONDITIONS**

- ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet

## METHODOLOGIE

Les données présentées ci-dessous correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2005. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 18.01.2005.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2005 sont comptabilisées au titre de cette période dès lors qu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupés pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 2000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville, ...);
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et des organisations professionnelles nationales ;
- "divers" concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité au titre des catastrophes naturelles ou accidentelles, pour la diffusion de biens culturels, pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Sur la période 1992-2005, le nombre total des opérations réalisées sur un périmètre départemental, ou infra départemental s'élève à 9 731.

Dans un périmètre régional, ou infra régional, il passe à 9 815 compte tenu des actions régionales spécifiques telles que les programmes régionaux des métiers d'art ou encore des opérations sectorielles menées à l'échelon régional.

Globalement, au plan national, on dénombre 9 964 décisions car viennent s'ajouter des opérations de natures diverses, sectorielles ou répondant à l'urgence comme les catastrophes naturelles.

Au niveau des régions et des départements, trois présentations sont effectuées, afin de mieux apprécier les différences entre collectivités, chaque présentation étant effectuée pour l'année 2005 et pour l'ensemble de la période 1992-2005 :

- classement alphabétique ;
- classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

**FISAC**  
**Année 2005**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS  
POUR L'ANNEE 2005  
(en euros)**

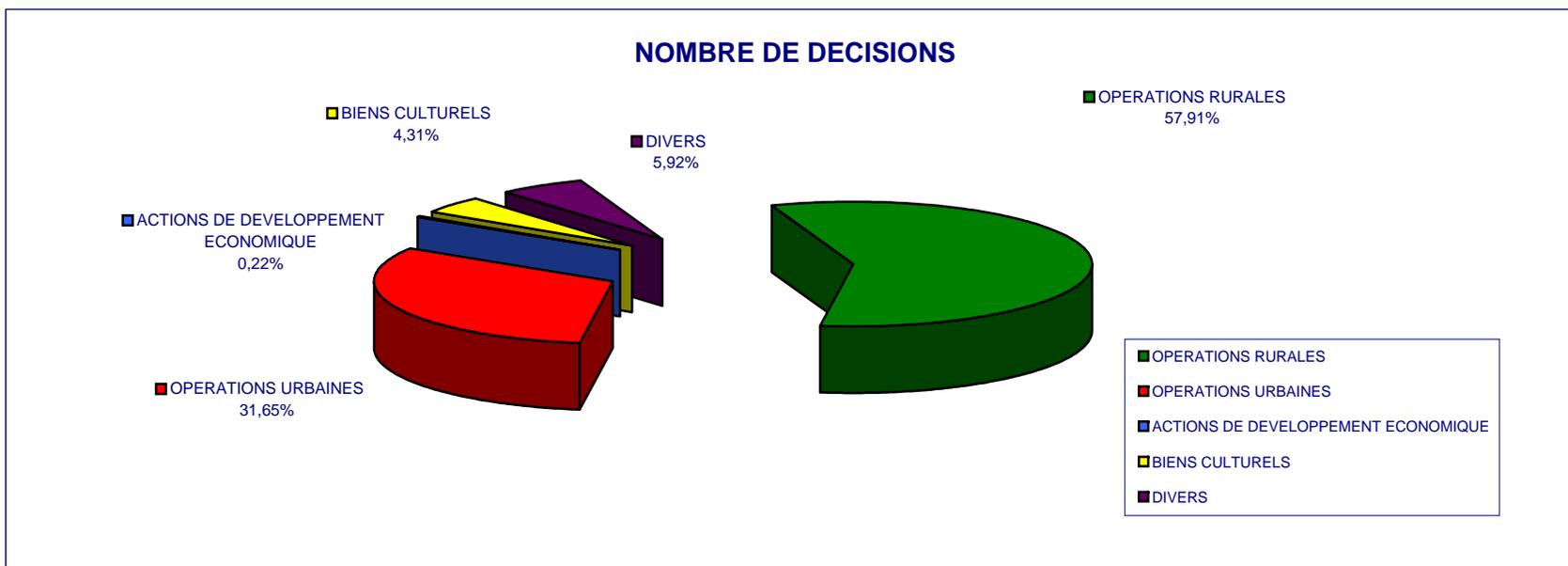
TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	538	3 214 370	25 003 630	28 218 000
OPERATIONS URBAINES	294	10 892 179	27 668 076	38 560 255
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2	17 300 000	0	17 300 000
BIENS CULTURELS	40	62 061	745 796	807 857
DIVERS *	55	8 083 724	62 780	8 146 504
<b>TOTAL</b>	<b>929</b>	<b>39 552 334</b>	<b>53 480 282</b>	<b>93 032 616</b>

(\*) Opérations nationales diverses dont :

- dotation de l' EPARECA
- plan de dynamisation du commerce de proximité
- financement de la campagne de communication chèque emploi
- études préalables

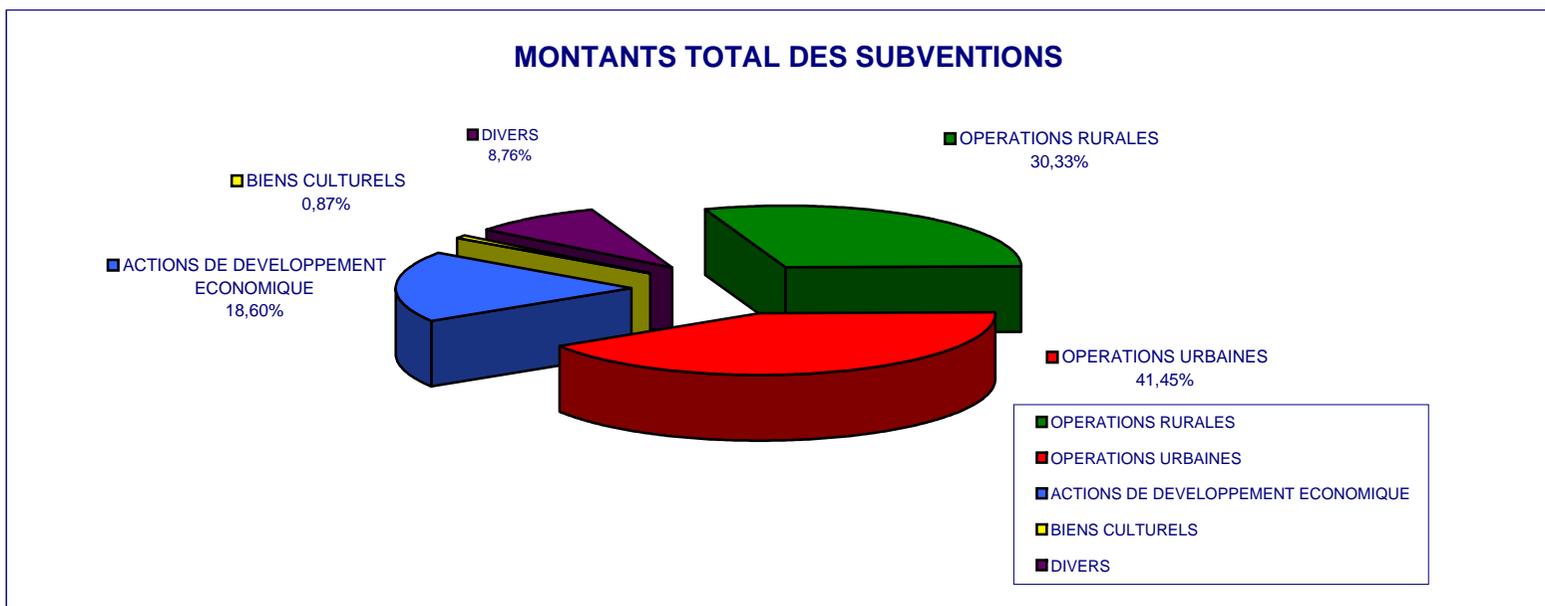
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION  
POUR L'ANNEE 2005  
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	538
OPERATIONS URBAINES	294
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2
BIENS CULTURELS	40
DIVERS	55
<b>TOTAL</b>	<b>929</b>



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION  
POUR L'ANNEE 2005  
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	28 218 000
OPERATIONS URBAINES	38 560 255
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	17 300 000
BIENS CULTURELS	807 857
DIVERS	8 146 504
<b>TOTAL</b>	<b>93 032 616</b>



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS  
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE  
en 2005**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
<b>Opérations rurales</b>				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	15 139 609	0	15 139 609	408
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	10 536 042	3 172 595	7 363 447	61
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	2 542 349	41 775	2 500 574	69
<b>Opérations urbaines</b>				
OPERATIONS URBAINES	38 560 255	10 892 179	27 668 076	294
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	197 954	55 448	142 506	4
<b>Actions de développement économique des chambres de métiers</b>				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	17 300 000	17 300 000	0	2
<b>Divers</b>				
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES	7 604 006	7 604 006	0	11
BIENS CULTURELS	807 857	62 061	745 796	40
ETUDES	542 498	479 718	62780	44
<b>TOTAL</b>	<b>93 032 616</b>	<b>39 552 334</b>	<b>53 417 502</b>	<b>929</b>

**Présentation  
par  
région**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**  
**(classement alphabétique)**

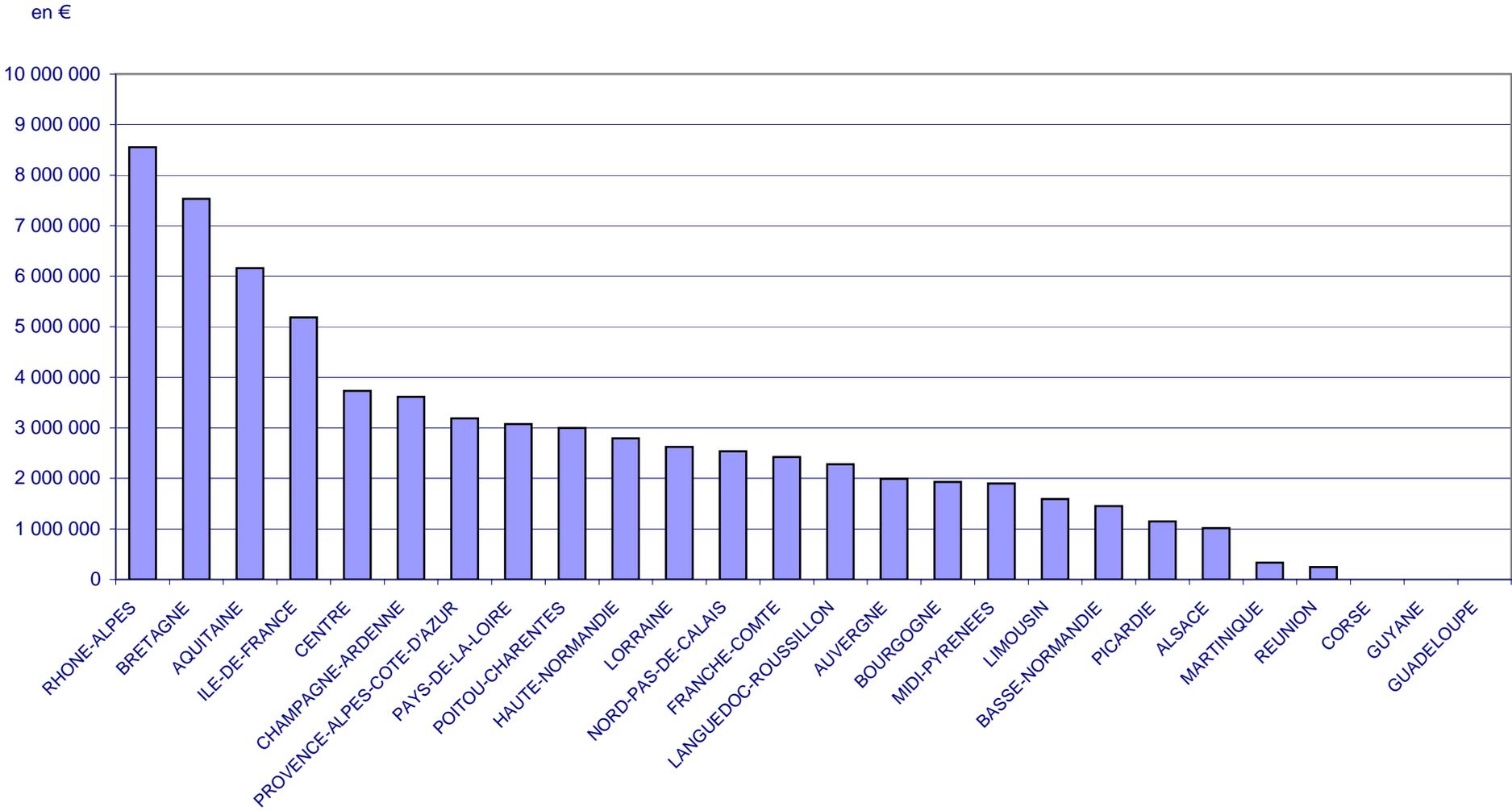
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	1 013 961	300 616	713 345	20	1 734 145	0,58
AQUITAINE	6 160 857	1 073 590	5 087 267	110	2 908 359	2,12
AUVERGNE	1 991 107	547 255	1 443 852	31	1 308 878	1,52
BASSE-NORMANDIE	1 453 984	168 185	1 285 799	40	1 422 193	1,02
BOURGOGNE	1 929 018	166 858	1 762 160	36	1 610 067	1,20
BRETAGNE	7 530 032	2 026 258	5 503 774	47	2 906 197	2,59
CENTRE	3 732 690	581 967	3 150 723	45	2 440 329	1,53
CHAMPAGNE-ARDENNE	3 612 196	1 259 701	2 352 495	27	1 342 363	2,69
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
FRANCHE-COMTE	2 422 951	436 198	1 986 753	41	1 117 059	2,17
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
HAUTE-NORMANDIE	2 795 024	292 860	2 502 164	49	1 780 192	1,57
ILE-DE-FRANCE	5 185 898	881 787	4 304 111	66	10 952 011	0,47
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 277 767	531 377	1 746 390	25	2 295 648	0,99
LIMOUSIN	1 589 501	274 132	1 315 369	37	710 939	2,24
LORRAINE	2 623 382	671 069	1 952 313	23	2 310 376	1,14
MARTINIQUE	331 842	31 775	300 067	4	381 427	0,87
MIDI-PYRENEES	1 897 930	393 160	1 504 770	32	2 551 687	0,74
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 534 178	1 041 550	1 492 628	37	3 996 588	0,63
PAYS-DE-LA-LOIRE	3 073 422	282 000	2 791 422	38	3 222 061	0,95
PICARDIE	1 152 005	335 713	815 592	14	1 857 481	0,62
POITOU-CHARENTES	2 996 034	56 266	2 940 768	55	1 640 068	1,83
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	3 187 010	1 188 223	1 998 787	28	4 506 151	0,71
REUNION	247 100	27 600	219 500	2	705 100	0,35
RHONE-ALPES	8 554 872	2 447 223	6 107 649	108	5 645 407	1,52
<b>TOTAL</b>	<b>68 292 761</b>	<b>15 015 363</b>	<b>53 277 698</b>	<b>915</b>		

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	8 554 872	2 447 223	6 107 649	108	5 645 407	1,52
BRETAGNE	7 530 032	2 026 258	5 503 774	47	2 906 197	2,59
AQUITAINE	6 160 857	1 073 590	5 087 267	110	2 908 359	2,12
ILE-DE-FRANCE	5 185 898	881 787	4 304 111	66	10 952 011	0,47
CENTRE	3 732 690	581 967	3 150 723	45	2 440 329	1,53
CHAMPAGNE-ARDENNE	3 612 196	1 259 701	2 352 495	27	1 342 363	2,69
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	3 187 010	1 188 223	1 998 787	28	4 506 151	0,71
PAYS-DE-LA-LOIRE	3 073 422	282 000	2 791 422	38	3 222 061	0,95
POITOU-CHARENTES	2 996 034	56 266	2 940 768	55	1 640 068	1,83
HAUTE-NORMANDIE	2 795 024	292 860	2 502 164	49	1 780 192	1,57
LORRAINE	2 623 382	671 069	1 952 313	23	2 310 376	1,14
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 534 178	1 041 550	1 492 628	37	3 996 588	0,63
FRANCHE-COMTE	2 422 951	436 198	1 986 753	41	1 117 059	2,17
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 277 767	531 377	1 746 390	25	2 295 648	0,99
AUVERGNE	1 991 107	547 255	1 443 852	31	1 308 878	1,52
BOURGOGNE	1 929 018	166 858	1 762 160	36	1 610 067	1,20
MIDI-PYRENEES	1 897 930	393 160	1 504 770	32	2 551 687	0,74
LIMOUSIN	1 589 501	274 132	1 315 369	37	710 939	2,24
BASSE-NORMANDIE	1 453 984	168 185	1 285 799	40	1 422 193	1,02
PICARDIE	1 152 005	335 713	815 592	14	1 857 481	0,62
ALSACE	1 013 961	300 616	713 345	20	1 734 145	0,58
MARTINIQUE	331 842	31 775	300 067	4	381 427	0,87
REUNION	247 100	27 600	219 500	2	705 100	0,35
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>68 292 761</b>	<b>15 015 363</b>	<b>53 277 698</b>	<b>915</b>		

**Montant cumulé des subventions FISAC  
par région en 2005  
(en euros)**



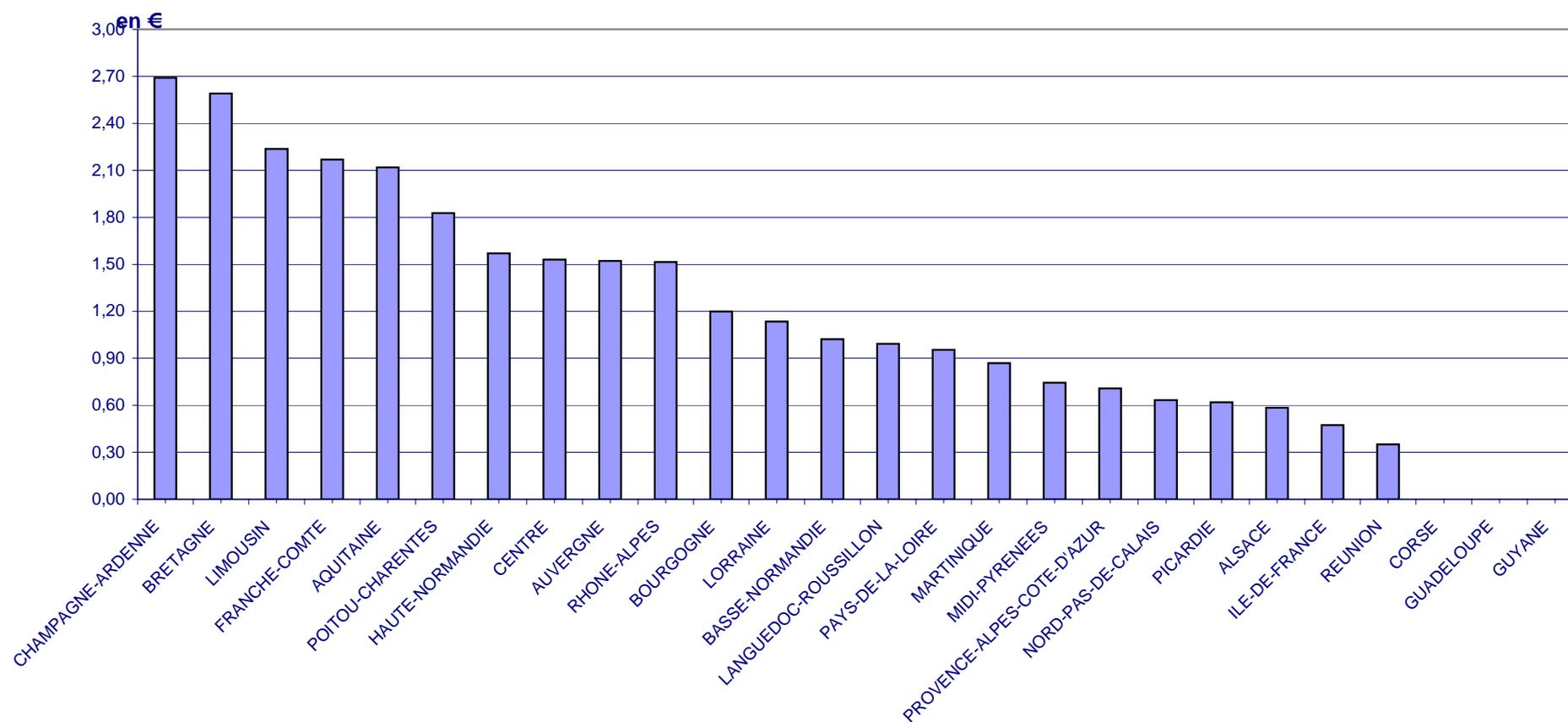
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION  
TOUS TYPES D'OPERATION**

**en 2005**

**(classement en fonction du montant de subvention par habitant )**

<b>REGION</b>	<b>SUBVENTION</b>	<b>FONCTION.</b>	<b>INVESTIS.</b>	<b>NOMBRE</b>	<b>POPULATION</b>	<b>SUBV/HAB</b>
CHAMPAGNE-ARDENNE	3 612 196	1 259 701	2 352 495	27	1 342 363	2,69
BRETAGNE	7 530 032	2 026 258	5 503 774	47	2 906 197	2,59
LIMOUSIN	1 589 501	274 132	1 315 369	37	710 939	2,24
FRANCHE-COMTE	2 422 951	436 198	1 986 753	41	1 117 059	2,17
AQUITAINE	6 160 857	1 073 590	5 087 267	110	2 908 359	2,12
POITOU-CHARENTES	2 996 034	56 266	2 940 768	55	1 640 068	1,83
HAUTE-NORMANDIE	2 795 024	292 860	2 502 164	49	1 780 192	1,57
CENTRE	3 732 690	581 967	3 150 723	45	2 440 329	1,53
AUVERGNE	1 991 107	547 255	1 443 852	31	1 308 878	1,52
RHONE-ALPES	8 554 872	2 447 223	6 107 649	108	5 645 407	1,52
BOURGOGNE	1 929 018	166 858	1 762 160	36	1 610 067	1,20
LORRAINE	2 623 382	671 069	1 952 313	23	2 310 376	1,14
BASSE-NORMANDIE	1 453 984	168 185	1 285 799	40	1 422 193	1,02
LANGUEDOC-ROUSSILLON	2 277 767	531 377	1 746 390	25	2 295 648	0,99
PAYS-DE-LA-LOIRE	3 073 422	282 000	2 791 422	38	3 222 061	0,95
MARTINIQUE	331 842	31 775	300 067	4	381 427	0,87
MIDI-PYRENEES	1 897 930	393 160	1 504 770	32	2 551 687	0,74
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	3 187 010	1 188 223	1 998 787	28	4 506 151	0,71
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 534 178	1 041 550	1 492 628	37	3 996 588	0,63
PICARDIE	1 152 005	335 713	815 592	14	1 857 481	0,62
ALSACE	1 013 961	300 616	713 345	20	1 734 145	0,58
ILE-DE-FRANCE	5 185 898	881 787	4 304 111	66	10 952 011	0,47
REUNION	247 100	27 600	219 500	2	705 100	0,35
CORSE	0	0	0	0	260 196	0,00
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>68 292 761</b>	<b>15 015 363</b>	<b>53 277 698</b>	<b>915</b>		

**Subventions FISAC  
par région en 2005  
(montant par habitant)**



**Présentation  
par  
département**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	1 936 853	374 992	1 561 861	33	515 270	3,76
AISNE	02	456 293	83 468	372 825	5	535 842	0,85
ALLIER	03	897 010	327 637	569 373	4	344 721	2,60
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
HAUTES-ALPES	05	144 282	60 722	83 560	1	121 419	1,19
ALPES-MARITIMES	06	764 374	290 779	473 595	7	1 011 326	0,76
ARDECHE	07	995 554	125 262	870 292	14	286 023	3,48
ARDENNES	08	926 952	264 626	662 326	6	290 130	3,19
ARIEGE	09	608 779	222 300	386 479	7	137 205	4,44
AUBE	10	317 311	68 390	248 921	4	292 131	1,09
AUDE	11	504 428	141 600	362 828	4	309 770	1,63
AVEYRON	12	193 856	12 360	181 496	7	263 808	0,73
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 175 596	410 158	765 438	7	1 835 719	0,64
CALVADOS	14	756 785	139 477	617 308	17	648 385	1,17
CANTAL	15	192 278	6 192	186 086	10	150 778	1,28
CHARENTE	16	666 194	7 500	658 694	12	339 628	1,96
CHARENTE-MARITIME	17	934 883	35 846	899 037	15	557 024	1,68
CHER	18	131 998	0	131 998	3	314 428	0,42
CORREZE	19	1 208 971	241 630	967 341	24	232 576	5,20
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
COTE-D'OR	21	608 964	97 750	511 214	12	506 755	1,20
COTES-D'ARMOR	22	1 785 452	540 347	1 245 105	9	542 373	3,29
CREUSE	23	227 482	11 250	216 232	8	124 470	1,83
DORDOGNE	24	1 390 935	141 696	1 249 239	19	388 293	3,58
DOUBS	25	459 705	42 206	417 499	11	499 062	0,92
DROME	26	1 429 564	494 137	935 427	14	437 778	3,27
EURE	27	1 510 424	97 312	1 413 112	23	541 054	2,79
EURE-ET-LOIR	28	0	0	0	0	407 665	0,00

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	2 963 876	890 748	2 073 128	14	852 418	3,48
GARD	30	892 286	259 690	632 596	8	623 125	1,43
HAUTE-GARONNE	31	275 643	62 210	213 433	3	1 046 338	0,26
GERS	32	201 682	25 980	175 702	2	172 335	1,17
GIRONDE	33	1 561 924	374 290	1 187 634	22	1 287 334	1,21
HERAULT	34	808 568	130 087	678 481	9	896 441	0,90
ILLE-ET-VILAINE	35	2 001 070	505 423	1 495 647	14	867 533	2,31
INDRE	36	455 815	55 600	400 215	10	231 139	1,97
INDRE-ET-LOIRE	37	1 420 655	314 309	1 106 346	12	554 003	2,56
ISERE	38	1 229 791	448 571	781 220	15	1 094 006	1,12
JURA	39	908 106	234 018	674 088	13	250 857	3,62
LANDES	40	1 433 583	257 658	1 175 925	26	327 334	4,38
LOIR-ET-CHER	41	1 436 513	192 808	1 243 705	17	314 968	4,56
LOIRE	42	292 533	18 590	273 943	5	728 524	0,40
HAUTE-LOIRE	43	363 749	0	363 749	5	209 113	1,74
LOIRE-ATLANTIQUE	44	502 061	4 164	497 897	8	1 134 266	0,44
LOIRET	45	287 709	19 250	268 459	3	618 126	0,47
LOT	46	125 750	0	125 750	5	160 197	0,78
LOT-ET-GARONNE	47	1 017 037	165 465	851 572	25	305 380	3,33
LOZERE	48	3 789	0	3 789	1	73 509	0,05
MAINE-ET-LOIRE	49	624 256	147 311	476 945	7	732 942	0,85
MANCHE	50	321 172	1 507	319 665	9	481 471	0,67
MARNE	51	1 444 666	681 497	763 169	9	565 229	2,56
HAUTE-MARNE	52	923 267	245 188	678 079	8	194 873	4,74
MAYENNE	53	811 362	112 110	699 252	9	285 338	2,84
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	630 944	269 583	361 361	5	713 779	0,88
MEUSE	55	160 019	27 400	132 619	2	192 198	0,83
MORBIHAN	56	779 634	89 740	689 894	10	643 873	1,21
MOSELLE	57	1 315 461	355 262	960 199	11	1 023 447	1,29
NIEVRE	58	313 670	4 900	308 770	4	225 198	1,39

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	1 210 390	589 135	621 255	15	2 555 020	0,47
OISE	60	624 149	242 610	381 539	5	766 441	0,81
ORNE	61	376 027	27 201	348 826	14	292 337	1,29
PAS-DE-CALAIS	62	1 323 788	452 415	871 373	22	1 441 568	0,92
PUY-DE-DOME	63	538 070	213 426	324 644	12	604 266	0,89
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	757 378	134 481	622 897	18	600 018	1,26
HAUTES-PYRENEES	65	0	0	0	0	222 368	0,00
PYRENEES-ORIENTALES	66	68 696	0	68 696	3	392 803	0,17
BAS-RHIN	67	874 010	295 366	578 644	14	1 026 120	0,85
HAUT-RHIN	68	139 951	5 250	134 701	6	708 025	0,20
RHONE	69	917 470	300 128	617 342	12	1 578 869	0,58
HAUTE-SAONE	70	854 024	159 974	694 050	15	229 732	3,72
SAONE-ET-LOIRE	71	459 265	23 053	436 212	12	544 893	0,84
SARTHE	72	380 332	18 750	361 582	6	529 851	0,72
SAVOIE	73	916 886	363 483	553 403	7	373 258	2,46
HAUTE-SAVOIE	74	836 340	322 060	514 280	8	631 679	1,32
PARIS	75	85 988	12 662	73 326	4	2 125 246	0,04
SEINE-MARITIME	76	1 284 600	195 548	1 089 052	26	1 239 138	1,04
SEINE-ET-MARNE	77	1 114 218	120 387	993 831	14	1 193 767	0,93
YVELINES	78	767 689	55 500	742 189	10	1 354 304	0,57
DEUX-SEVRES	79	663 998	11 920	652 078	11	344 392	1,93
SOMME	80	71 228	10 000	61 228	4	555 551	0,13
TARN	81	352 844	41 700	311 144	4	343 402	1,03
TARN-ET-GARONNE	82	139 376	28 610	110 766	4	206 034	0,68
VAR	83	765 324	273 492	491 832	8	898 441	0,85
VAUCLUSE	84	337 434	153 072	184 362	5	499 685	0,68
VENDEE	85	755 746	0	755 746	8	539 664	1,40
Vienne	86	730 959	0	730 759	17	399 024	1,83
HAUTE-VIENNE	87	153 048	21 252	131 796	5	353 893	0,43
VOSGES	88	546 839	18 824	498 215	5	380 952	1,44

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	547 119	41 155	505 964	8	333 221	1,64
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	201 116	0	201 116	2	137 408	1,46
ESSONNE	91	548 427	96 550	451 877	3	1 134 238	0,48
HAUTS-DE-SEINE	92	768 929	261 105	507 824	8	1 428 881	0,54
SEINE-SAINT-DENIS	93	345 187	80 200	264 987	5	1 382 861	0,25
VAL-DE-MARNE	94	954 160	123 413	830 747	7	1 227 250	0,78
VAL-D'OISE	95	571 300	131 970	439 330	15	1 105 464	0,52
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
MARTINIQUE	972	331 842	31 775	300 067	4	381 427	0,87
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
REUNION	974	247 100	27 600	219 500	2	706 300	0,35
<b>TOTAL</b>		<b>68 292 761</b>	<b>15 015 063</b>	<b>53 277 698</b>	<b>915</b>		

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	2 963 876	890 748	2 073 128	14	852 418	3,48
ILLE-ET-VILAINE	35	2 001 070	505 423	1 495 647	14	867 533	2,31
AIN	01	1 936 853	374 992	1 561 861	33	515 270	3,76
COTES-D'ARMOR	22	1 785 452	540 347	1 245 105	9	542 373	3,29
GIRONDE	33	1 561 924	374 290	1 187 634	22	1 287 334	1,21
EURE	27	1 510 424	97 312	1 413 112	23	541 054	2,79
MARNE	51	1 444 666	681 497	763 169	9	565 229	2,56
LOIR-ET-CHER	41	1 436 513	192 808	1 243 705	17	314 968	4,56
LANDES	40	1 433 583	257 658	1 175 925	26	327 334	4,38
DROME	26	1 429 564	494 137	935 427	14	437 778	3,27
INDRE-ET-LOIRE	37	1 420 655	314 309	1 106 346	12	554 003	2,56
DORDOGNE	24	1 390 935	141 696	1 249 239	19	388 293	3,58
PAS-DE-CALAIS	62	1 323 788	452 415	871 373	22	1 441 568	0,92
MOSELLE	57	1 315 461	355 262	960 199	11	1 023 447	1,29
SEINE-MARITIME	76	1 284 600	195 548	1 089 052	26	1 239 138	1,04
ISERE	38	1 229 791	448 571	781 220	15	1 094 006	1,12
NORD	59	1 210 390	589 135	621 255	15	2 555 020	0,47
CORREZE	19	1 208 971	241 630	967 341	24	232 576	5,20
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 175 596	410 158	765 438	7	1 835 719	0,64
SEINE-ET-MARNE	77	1 114 218	120 387	993 831	14	1 193 767	0,93
LOT-ET-GARONNE	47	1 017 037	165 465	851 572	25	305 380	3,33
ARDECHE	07	995 554	125 262	870 292	14	286 023	3,48
VAL-DE-MARNE	94	954 160	123 413	830 747	7	1 227 250	0,78
CHARENTE-MARITIME	17	934 883	35 846	899 037	15	557 024	1,68
ARDENNES	08	926 952	264 626	662 326	6	290 130	3,19
HAUTE-MARNE	52	923 267	245 188	678 079	8	194 873	4,74
RHONE	69	917 470	300 128	617 342	12	1 578 869	0,58
SAVOIE	73	916 886	363 483	553 403	7	373 258	2,46
JURA	39	908 106	234 018	674 088	13	250 857	3,62
ALLIER	03	897 010	327 637	569 373	4	344 721	2,60

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	892 286	259 690	632 596	8	623 125	1,43
BAS-RHIN	67	874 010	295 366	578 644	14	1 026 120	0,85
HAUTE-SAONE	70	854 024	159 974	694 050	15	229 732	3,72
HAUTE-SAVOIE	74	836 340	322 060	514 280	8	631 679	1,32
MAYENNE	53	811 362	112 110	699 252	9	285 338	2,84
HERAULT	34	808 568	130 087	678 481	9	896 441	0,90
MORBIHAN	56	779 634	89 740	689 894	10	643 873	1,21
HAUTS-DE-SEINE	92	768 929	261 105	507 824	8	1 428 881	0,54
YVELINES	78	767 689	55 500	742 189	10	1 354 304	0,57
VAR	83	765 324	273 492	491 832	8	898 441	0,85
ALPES-MARITIMES	06	764 374	290 779	473 595	7	1 011 326	0,76
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	757 378	134 481	622 897	18	600 018	1,26
CALVADOS	14	756 785	139 477	617 308	17	648 385	1,17
VENDEE	85	755 746	0	755 746	8	539 664	1,40
VIENNE	86	730 959	0	730 759	17	399 024	1,83
CHARENTE	16	666 194	7 500	658 694	12	339 628	1,96
DEUX-SEVRES	79	663 998	11 920	652 078	11	344 392	1,93
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	630 944	269 583	361 361	5	713 779	0,88
MAINE-ET-LOIRE	49	624 256	147 311	476 945	7	732 942	0,85
OISE	60	624 149	242 610	381 539	5	766 441	0,81
COTE-D'OR	21	608 964	97 750	511 214	12	506 755	1,20
ARIEGE	09	608 779	222 300	386 479	7	137 205	4,44
VAL-D'OISE	95	571 300	131 970	439 330	15	1 105 464	0,52
ESSONNE	91	548 427	96 550	451 877	3	1 134 238	0,48
YONNE	89	547 119	41 155	505 964	8	333 221	1,64
VOSGES	88	546 839	18 824	498 215	5	380 952	1,44
PUY-DE-DOME	63	538 070	213 426	324 644	12	604 266	0,89
AUDE	11	504 428	141 600	362 828	4	309 770	1,63
LOIRE-ATLANTIQUE	44	502 061	4 164	497 897	8	1 134 266	0,44
DOUBS	25	459 705	42 206	417 499	11	499 062	0,92

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT  
TOUS TYPES D'OPERATION**

**en 2005**

**(classement par montant de subvention)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SAONE-ET-LOIRE	71	459 265	23 053	436 212	12	544 893	0,84
AISNE	02	456 293	83 468	372 825	5	535 842	0,85
INDRE	36	455 815	55 600	400 215	10	231 139	1,97
SARTHE	72	380 332	18 750	361 582	6	529 851	0,72
ORNE	61	376 027	27 201	348 826	14	292 337	1,29
HAUTE-LOIRE	43	363 749	0	363 749	5	209 113	1,74
TARN	81	352 844	41 700	311 144	4	343 402	1,03
SEINE-SAINT-DENIS	93	345 187	80 200	264 987	5	1 382 861	0,25
VAUCLUSE	84	337 434	153 072	184 362	5	499 685	0,68
MARTINIQUE	972	331 842	31 775	300 067	4	381 427	0,87
MANCHE	50	321 172	1 507	319 665	9	481 471	0,67
AUBE	10	317 311	68 390	248 921	4	292 131	1,09
NIEVRE	58	313 670	4 900	308 770	4	225 198	1,39
LOIRE	42	292 533	18 590	273 943	5	728 524	0,40
LOIRET	45	287 709	19 250	268 459	3	618 126	0,47
HAUTE-GARONNE	31	275 643	62 210	213 433	3	1 046 338	0,26
REUNION	974	247 100	27 600	219 500	2	706 300	0,35
CREUSE	23	227 482	11 250	216 232	8	124 470	1,83
GERS	32	201 682	25 980	175 702	2	172 335	1,17
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	201 116	0	201 116	2	137 408	1,46
AVEYRON	12	193 856	12 360	181 496	7	263 808	0,73
CANTAL	15	192 278	6 192	186 086	10	150 778	1,28
MEUSE	55	160 019	27 400	132 619	2	192 198	0,83
HAUTE-VIENNE	87	153 048	21 252	131 796	5	353 893	0,43
HAUTES-ALPES	05	144 282	60 722	83 560	1	121 419	1,19
HAUT-RHIN	68	139 951	5 250	134 701	6	708 025	0,20
TARN-ET-GARONNE	82	139 376	28 610	110 766	4	206 034	0,68
CHER	18	131 998	0	131 998	3	314 428	0,42
LOT	46	125 750	0	125 750	5	160 197	0,78
PARIS	75	85 988	12 662	73 326	4	2 125 246	0,04

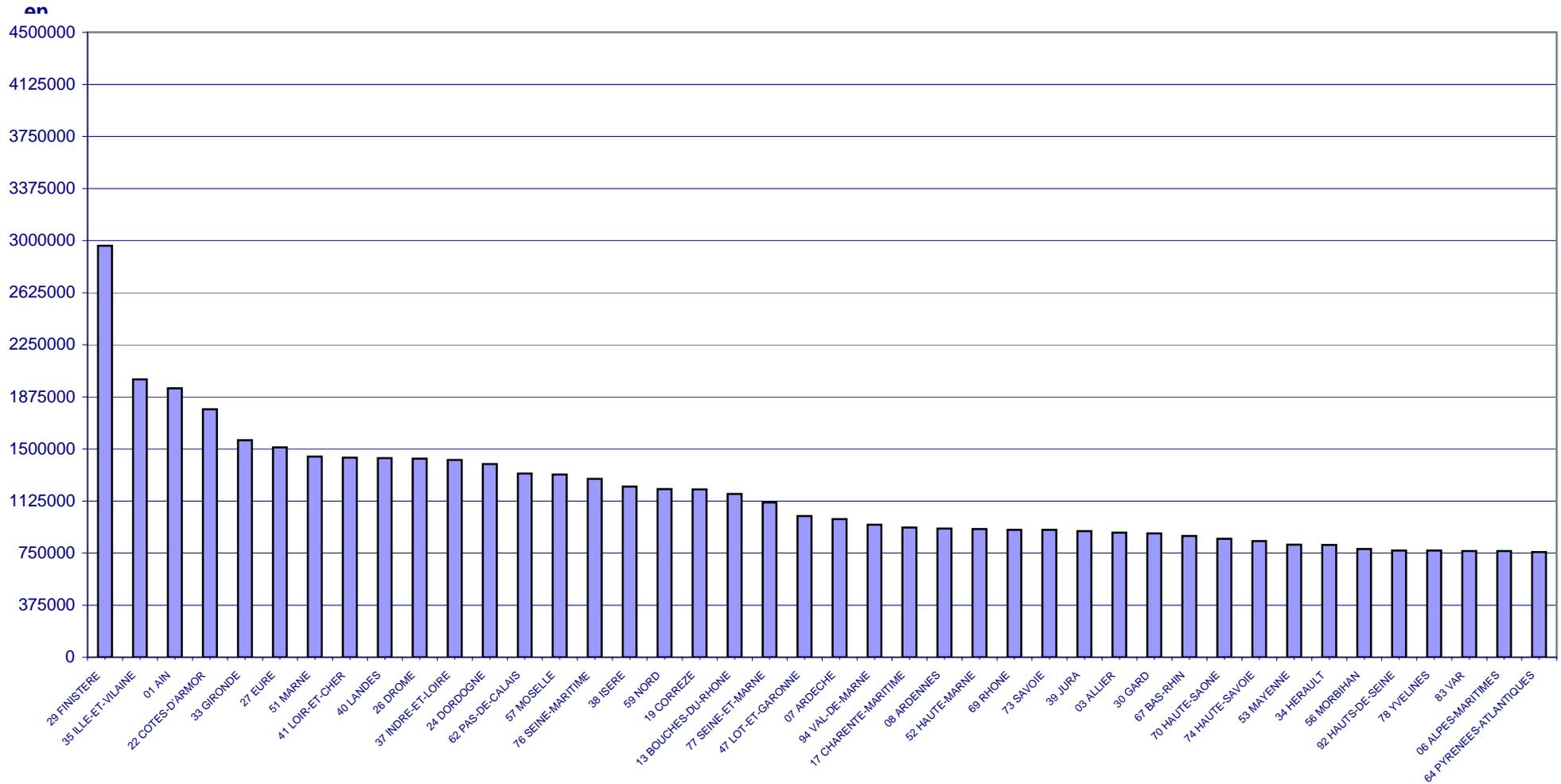
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT  
TOUS TYPES D'OPERATION**

**en 2005**

**(classement par montant de subvention)**

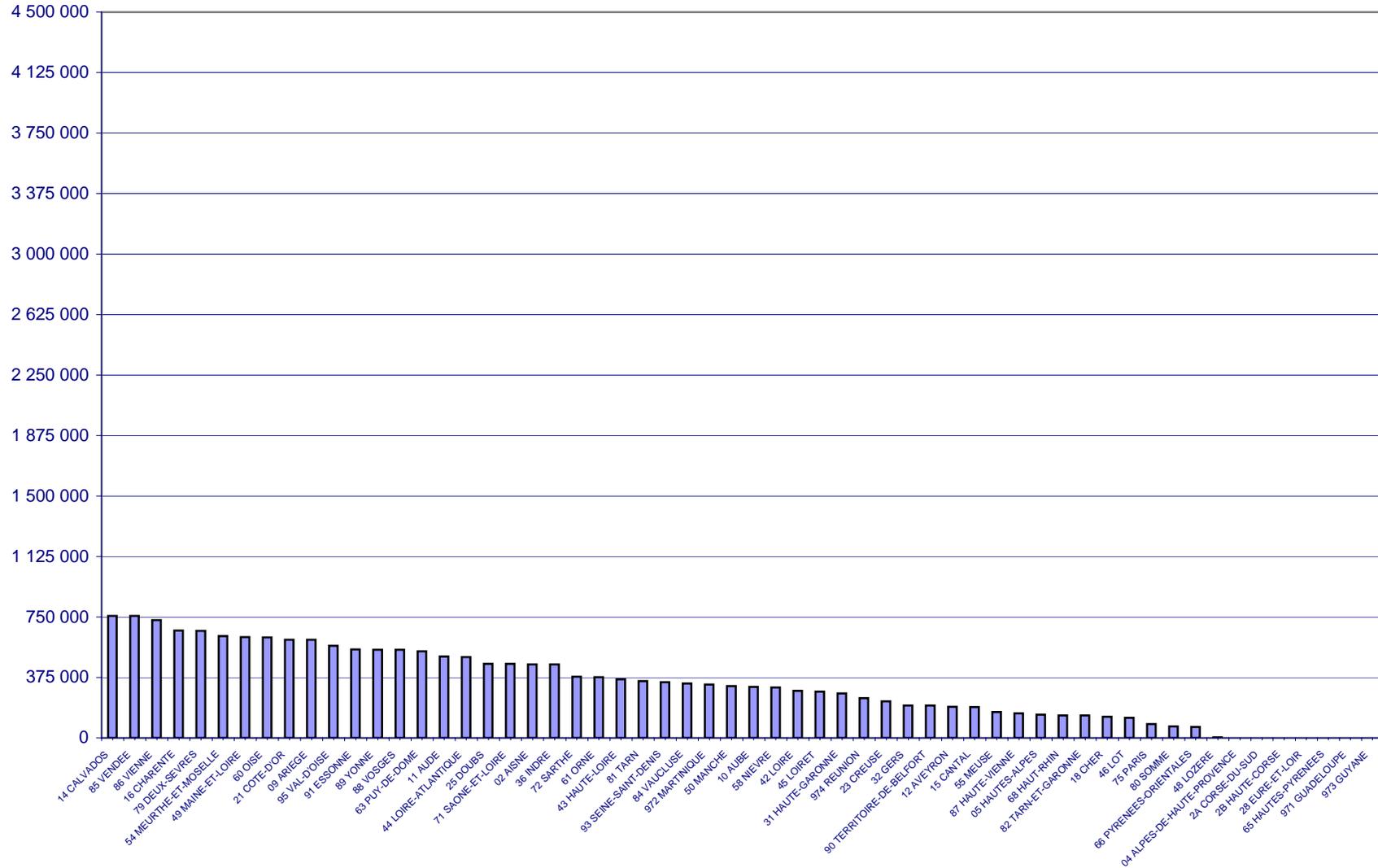
<b>DEPARTEMENT</b>	<b>Code</b>	<b>SUBVENTION</b>	<b>FONCTION.</b>	<b>INVESTIS.</b>	<b>NOMBRE</b>	<b>POPULATION</b>	<b>SUBV/HAB</b>
SOMME	80	71 228	10 000	61 228	4	555 551	0,13
PYRENEES-ORIENTALES	66	68 696	0	68 696	3	392 803	0,17
LOZERE	48	3 789	0	3 789	1	73 509	0,05
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
EURE-ET-LOIR	28	0	0	0	0	407 665	0,00
HAUTES-PYRENEES	65	0	0	0	0	222 368	0,00
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>68 292 761</b>	<b>15 015 063</b>	<b>53 277 698</b>	<b>915</b>		

**Montant cumulé des subventions FISAC  
par département en 2005  
(en euros)**



**Montant cumulé des subventions FISAC  
par département en 2005  
(en euros)**

en €



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CORREZE	19	1 208 971	241 630	967 341	24	232 576	5,20
HAUTE-MARNE	52	923 267	245 188	678 079	8	194 873	4,74
LOIR-ET-CHER	41	1 436 513	192 808	1 243 705	17	314 968	4,56
ARIEGE	09	608 779	222 300	386 479	7	137 205	4,44
LANDES	40	1 433 583	257 658	1 175 925	26	327 334	4,38
AIN	01	1 936 853	374 992	1 561 861	33	515 270	3,76
HAUTE-SAONE	70	854 024	159 974	694 050	15	229 732	3,72
JURA	39	908 106	234 018	674 088	13	250 857	3,62
DORDOGNE	24	1 390 935	141 696	1 249 239	19	388 293	3,58
ARDECHE	07	995 554	125 262	870 292	14	286 023	3,48
FINISTERE	29	2 963 876	890 748	2 073 128	14	852 418	3,48
LOT-ET-GARONNE	47	1 017 037	165 465	851 572	25	305 380	3,33
COTES-D'ARMOR	22	1 785 452	540 347	1 245 105	9	542 373	3,29
DROME	26	1 429 564	494 137	935 427	14	437 778	3,27
ARDENNES	08	926 952	264 626	662 326	6	290 130	3,19
MAYENNE	53	811 362	112 110	699 252	9	285 338	2,84
EURE	27	1 510 424	97 312	1 413 112	23	541 054	2,79
ALLIER	03	897 010	327 637	569 373	4	344 721	2,60
INDRE-ET-LOIRE	37	1 420 655	314 309	1 106 346	12	554 003	2,56
MARNE	51	1 444 666	681 497	763 169	9	565 229	2,56
SAVOIE	73	916 886	363 483	553 403	7	373 258	2,46
ILLE-ET-VILAINE	35	2 001 070	505 423	1 495 647	14	867 533	2,31
INDRE	36	455 815	55 600	400 215	10	231 139	1,97
CHARENTE	16	666 194	7 500	658 694	12	339 628	1,96
DEUX-SEVRES	79	663 998	11 920	652 078	11	344 392	1,93
VIENNE	86	730 959	0	730 759	17	399 024	1,83
CREUSE	23	227 482	11 250	216 232	8	124 470	1,83
HAUTE-LOIRE	43	363 749	0	363 749	5	209 113	1,74
CHARENTE-MARITIME	17	934 883	35 846	899 037	15	557 024	1,68
YONNE	89	547 119	41 155	505 964	8	333 221	1,64

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AUDE	11	504 428	141 600	362 828	4	309 770	1,63
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	201 116	0	201 116	2	137 408	1,46
VOSGES	88	546 839	18 824	498 215	5	380 952	1,44
GARD	30	892 286	259 690	632 596	8	623 125	1,43
VENDEE	85	755 746	0	755 746	8	539 664	1,40
NIEVRE	58	313 670	4 900	308 770	4	225 198	1,39
HAUTE-SAVOIE	74	836 340	322 060	514 280	8	631 679	1,32
ORNE	61	376 027	27 201	348 826	14	292 337	1,29
MOSELLE	57	1 315 461	355 262	960 199	11	1 023 447	1,29
CANTAL	15	192 278	6 192	186 086	10	150 778	1,28
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	757 378	134 481	622 897	18	600 018	1,26
GIRONDE	33	1 561 924	374 290	1 187 634	22	1 287 334	1,21
MORBIHAN	56	779 634	89 740	689 894	10	643 873	1,21
COTE-D'OR	21	608 964	97 750	511 214	12	506 755	1,20
HAUTES-ALPES	05	144 282	60 722	83 560	1	121 419	1,19
GERS	32	201 682	25 980	175 702	2	172 335	1,17
CALVADOS	14	756 785	139 477	617 308	17	648 385	1,17
ISERE	38	1 229 791	448 571	781 220	15	1 094 006	1,12
AUBE	10	317 311	68 390	248 921	4	292 131	1,09
SEINE-MARITIME	76	1 284 600	195 548	1 089 052	26	1 239 138	1,04
TARN	81	352 844	41 700	311 144	4	343 402	1,03
SEINE-ET-MARNE	77	1 114 218	120 387	993 831	14	1 193 767	0,93
DOUBS	25	459 705	42 206	417 499	11	499 062	0,92
PAS-DE-CALAIS	62	1 323 788	452 415	871 373	22	1 441 568	0,92
HERAULT	34	808 568	130 087	678 481	9	896 441	0,90
PUY-DE-DOME	63	538 070	213 426	324 644	12	604 266	0,89
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	630 944	269 583	361 361	5	713 779	0,88
MARTINIQUE	972	331 842	31 775	300 067	4	381 427	0,87
VAR	83	765 324	273 492	491 832	8	898 441	0,85
BAS-RHIN	67	874 010	295 366	578 644	14	1 026 120	0,85

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**en 2005**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MAINE-ET-LOIRE	49	624 256	147 311	476 945	7	732 942	0,85
AISNE	02	456 293	83 468	372 825	5	535 842	0,85
SAONE-ET-LOIRE	71	459 265	23 053	436 212	12	544 893	0,84
MEUSE	55	160 019	27 400	132 619	2	192 198	0,83
OISE	60	624 149	242 610	381 539	5	766 441	0,81
LOT	46	125 750	0	125 750	5	160 197	0,78
VAL-DE-MARNE	94	954 160	123 413	830 747	7	1 227 250	0,78
ALPES-MARITIMES	06	764 374	290 779	473 595	7	1 011 326	0,76
AVEYRON	12	193 856	12 360	181 496	7	263 808	0,73
SARTHE	72	380 332	18 750	361 582	6	529 851	0,72
TARN-ET-GARONNE	82	139 376	28 610	110 766	4	206 034	0,68
VAUCLUSE	84	337 434	153 072	184 362	5	499 685	0,68
MANCHE	50	321 172	1 507	319 665	9	481 471	0,67
BOUCHES-DU-RHONE	13	1 175 596	410 158	765 438	7	1 835 719	0,64
RHONE	69	917 470	300 128	617 342	12	1 578 869	0,58
YVELINES	78	767 689	55 500	742 189	10	1 354 304	0,57
HAUTS-DE-SEINE	92	768 929	261 105	507 824	8	1 428 881	0,54
VAL-D'OISE	95	571 300	131 970	439 330	15	1 105 464	0,52
ESSONNE	91	548 427	96 550	451 877	3	1 134 238	0,48
NORD	59	1 210 390	589 135	621 255	15	2 555 020	0,47
LOIRET	45	287 709	19 250	268 459	3	618 126	0,47
LOIRE-ATLANTIQUE	44	502 061	4 164	497 897	8	1 134 266	0,44
HAUTE-VIENNE	87	153 048	21 252	131 796	5	353 893	0,43
CHER	18	131 998	0	131 998	3	314 428	0,42
LOIRE	42	292 533	18 590	273 943	5	728 524	0,40
REUNION	974	247 100	27 600	219 500	2	706 300	0,35
HAUTE-GARONNE	31	275 643	62 210	213 433	3	1 046 338	0,26
SEINE-SAINT-DENIS	93	345 187	80 200	264 987	5	1 382 861	0,25
HAUT-RHIN	68	139 951	5 250	134 701	6	708 025	0,20
PYRENEES-ORIENTALES	66	68 696	0	68 696	3	392 803	0,17

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT  
TOUS TYPES D'OPERATION**

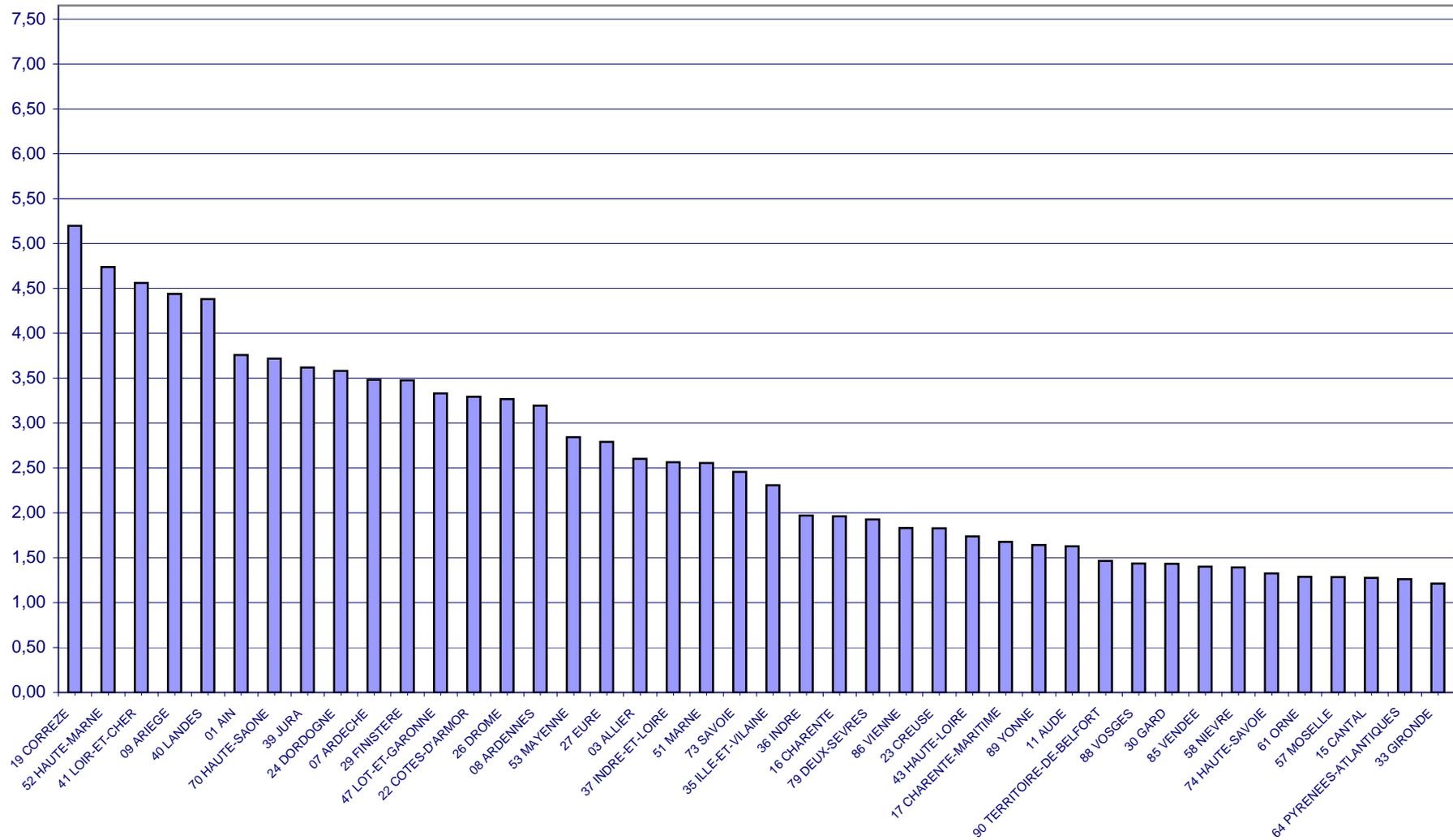
**en 2005**

**(classement en fonction du montant de subvention par habitant)**

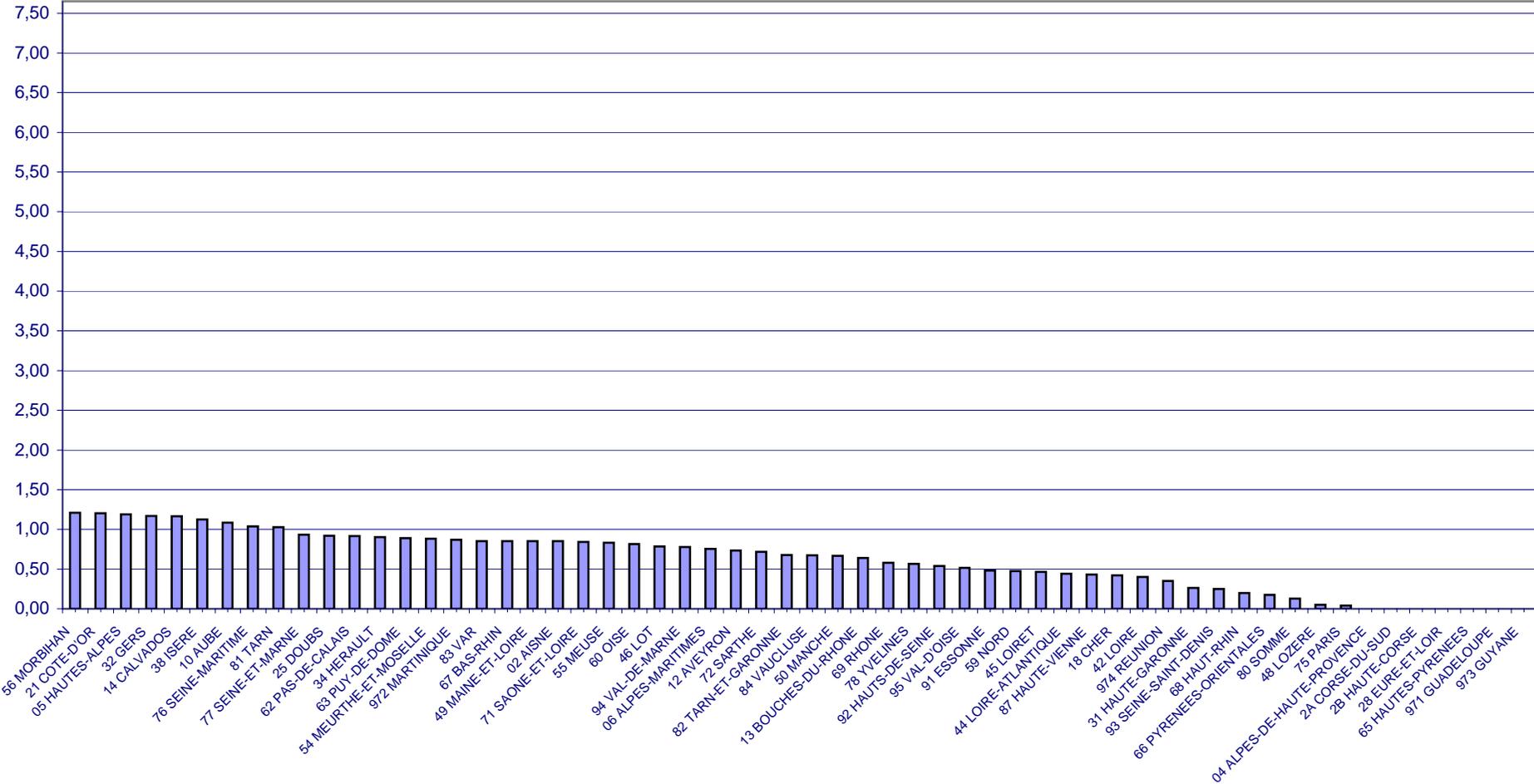
<b>DEPARTEMENT</b>	<b>Code</b>	<b>SUBVENTION</b>	<b>FONCTION.</b>	<b>INVESTIS.</b>	<b>NOMBRE</b>	<b>POPULATION</b>	<b>SUBV/HAB</b>
SOMME	80	71 228	10 000	61 228	4	555 551	0,13
LOZERE	48	3 789	0	3 789	1	73 509	0,05
PARIS	75	85 988	12 662	73 326	4	2 125 246	0,04
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	0	0	0	0	139 561	0,00
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	0	0	0	0	141 603	0,00
EURE-ET-LOIR	28	0	0	0	0	407 665	0,00
HAUTES-PYRENEES	65	0	0	0	0	222 368	0,00
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>68 292 761</b>	<b>15 015 063</b>	<b>53 277 698</b>	<b>915</b>		

## Subventions FISAC par département en 2005 (montant par habitant)

en €



**Subventions FISAC  
par département en 2005  
(montant par habitant)**



**FISAC**  
**Synthèses**  
**1992-2005**

---

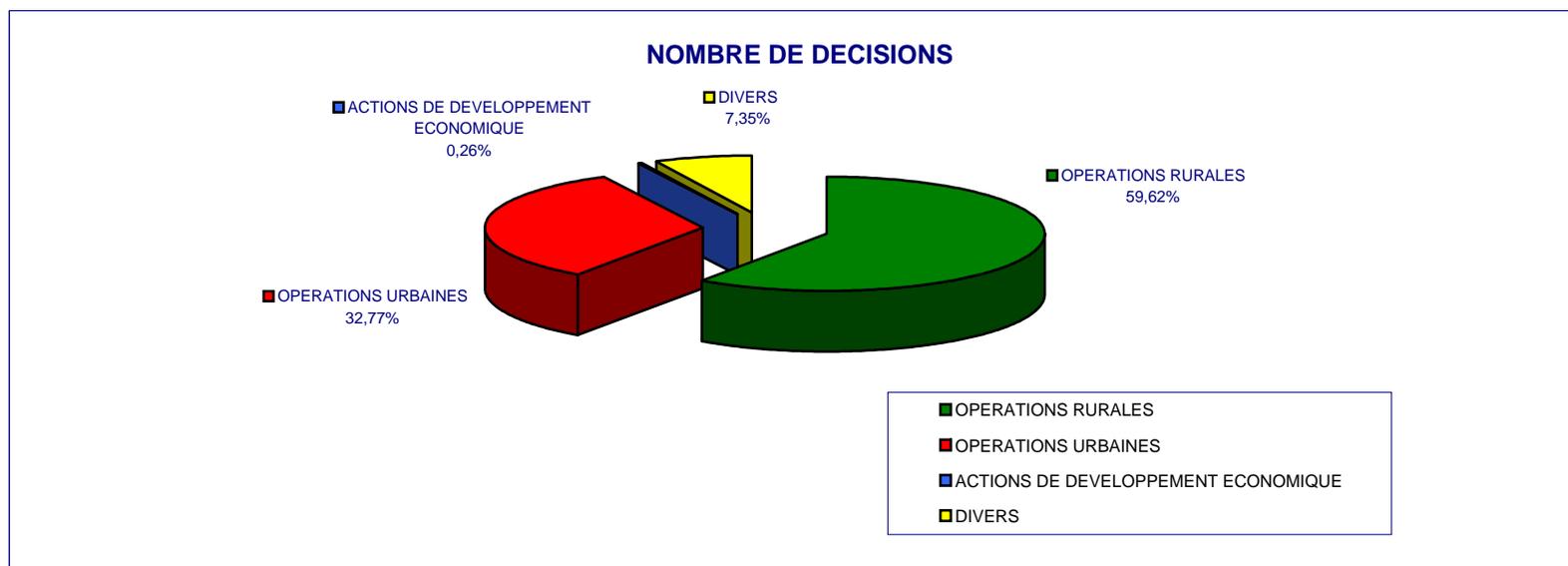
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(en euros)**

---

<b>TYPE OPERATION</b>	<b>DECISIONS</b>	<b>FONCT</b>	<b>INVEST</b>	<b>TOTAL</b>
OPERATIONS RURALES	5 941	33 870 194	156 311 718	190 181 912
OPERATIONS URBAINES	3 265	110 143 032	211 407 287	321 550 319
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	26	159 562 244	0	159 562 244
DIVERS	732	50 308 154	29 752 481	80 060 635
<b>TOTAL</b>	<b>9 964</b>	<b>353 883 624</b>	<b>397 471 486</b>	<b>751 355 110</b>

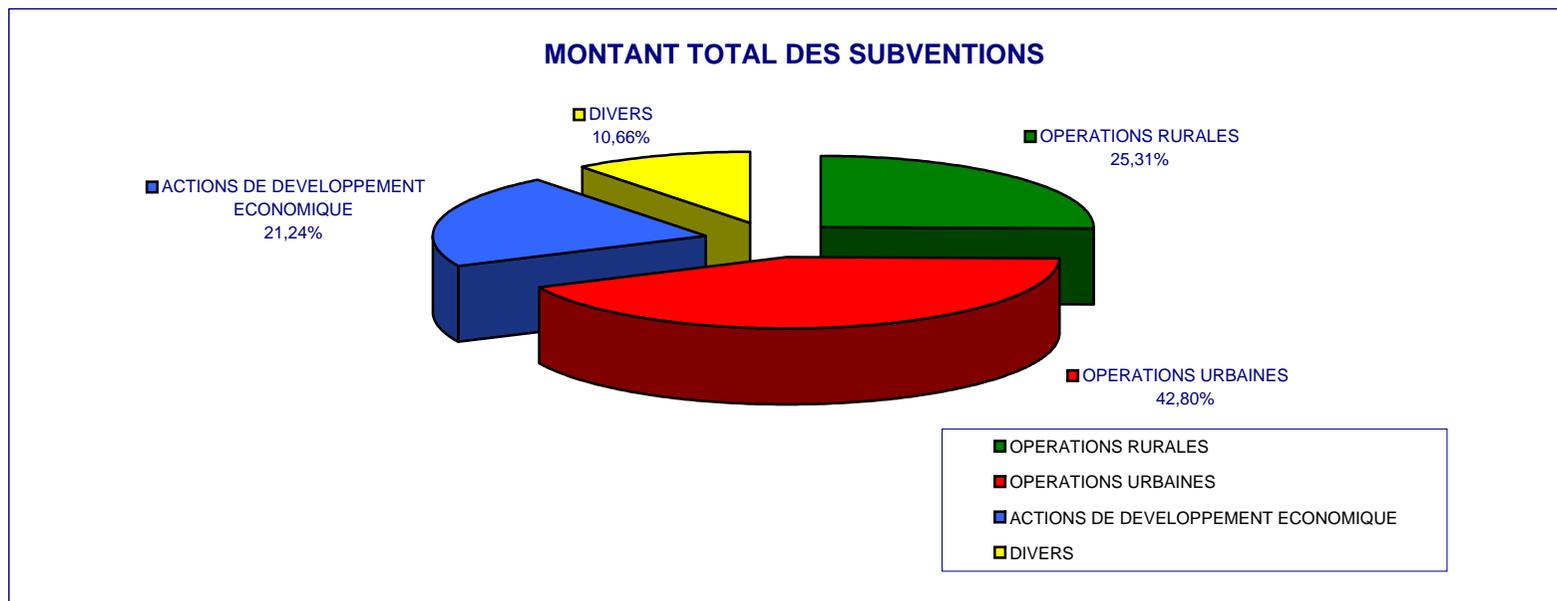
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	5 941
OPERATIONS URBAINES	3 265
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	26
DIVERS	732
<b>TOTAL</b>	<b>9 964</b>



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	190 181 912
OPERATIONS URBAINES	321 550 319
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	159 562 244
DIVERS	80 060 635
<b>TOTAL</b>	<b>751 355 110</b>



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS  
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE  
de 1992 à 2005**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
<b>Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002</b>	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
<b>Opérations exclusivement rurales à partir de 2003</b>				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	44 367 981	0	44 367 981	1 283
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	23 765 748	6 504 219	17 261 529	149
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	7 651 085	41 775	7 609 310	172
HALLES ET MARCHES	1 709 800		1 709 800	41
<b>Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002</b>	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
<b>Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003</b>				
OPERATIONS URBAINES	87 125 023	24 740 452	62 384 571	614
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	2 146 837	552 881	1 593 956	18
HALLES ET MARCHES	9 131 129	923 920	8 207 209	104
<b>Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002</b>				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHÉ(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
<b>Actions de développement économique</b>	159 562 244	159 562 244	0	26
<b>Divers jusqu'en 2002</b>	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
<b>Divers à partir de 2003</b>				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	12 724 842	12 724 842	0	15
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	8 594 040	8 594 040	0	24
BIENS CULTURELS	2 512 425	206 508	2 305 917	80
ETUDES	1 887 442	1 824 662	62 780	148
<b>TOTAL</b>	<b>751 355 110</b>	<b>353 883 624</b>	<b>397 471 486</b>	<b>9 964</b>

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21,06,1999.

**Présentation  
par  
région**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement alphabétique)**

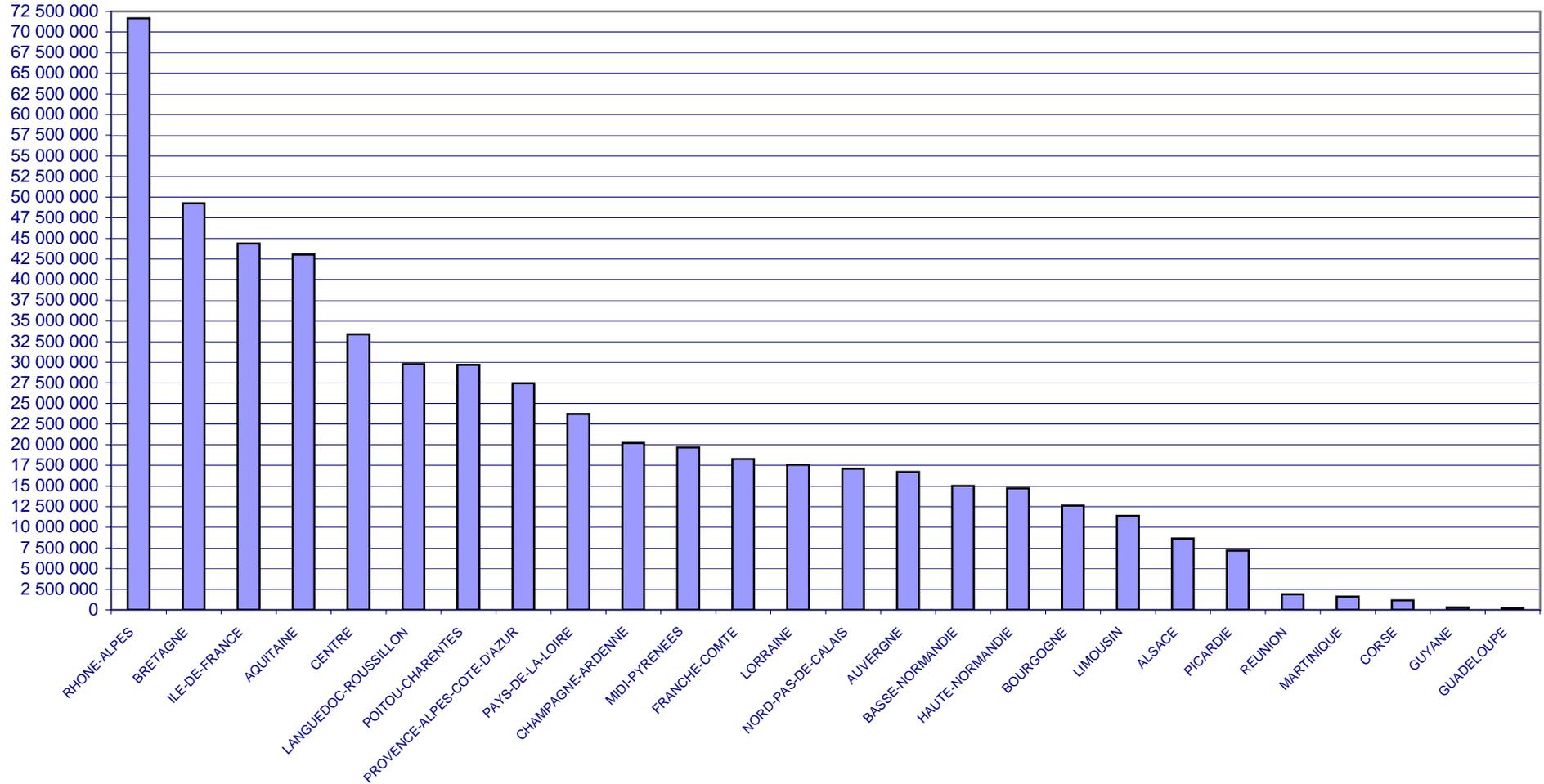
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	8 653 480	1 857 801	6 795 679	179	1 734 145	4,99
AQUITAINE	43 054 328	11 009 732	32 044 596	804	2 908 359	14,80
AUVERGNE	16 715 433	7 132 314	9 583 119	410	1 308 878	12,77
BASSE-NORMANDIE	15 016 819	3 435 008	11 581 811	334	1 422 193	10,56
BOURGOGNE	12 624 351	2 588 026	10 036 325	368	1 610 067	7,84
BRETAGNE	49 255 843	14 643 413	34 612 430	802	2 906 197	16,95
CENTRE	33 380 146	9 520 188	23 859 958	567	2 440 329	13,68
CHAMPAGNE-ARDENNE	20 201 633	7 762 255	12 439 378	250	1 342 363	15,05
CORSE	1 158 907	1 042 262	116 646	20	260 196	4,45
FRANCHE-COMTE	18 255 131	4 801 083	12 454 048	513	1 117 059	16,34
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
GUYANE	287 062	60 980	226 082	5	157 300	1,82
HAUTE-NORMANDIE	14 718 106	3 346 257	11 371 849	239	1 780 192	8,27
ILE-DE-FRANCE	44 367 889	9 558 303	34 809 586	614	10 952 011	4,05
LANGUEDOC-ROUSSILLON	29 762 279	4 860 480	24 901 799	345	2 295 648	12,96
LIMOUSIN	11 396 608	2 654 508	8 742 100	275	710 939	16,03
LORRAINE	17 577 809	5 452 916	12 124 893	219	2 310 376	7,61
MARTINIQUE	1 608 686	464 104	1 144 582	21	381 427	4,22
MIDI-PYRENEES	19 666 973	6 407 131	13 259 842	491	2 551 687	7,71
NORD-PAS-DE-CALAIS	17 096 880	6 801 009	10 295 871	303	3 996 588	4,28
PAYS-DE-LA-LOIRE	23 726 990	5 460 309	18 266 681	539	3 222 061	7,36
PICARDIE	7 181 031	1 796 213	5 384 818	174	1 857 481	3,87
POITOU-CHARENTES	29 694 851	5 476 986	24 217 865	767	1 640 068	18,11
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	27 453 916	11 174 783	16 279 133	383	4 506 151	6,09
REUNION	1 869 780	555 676	1 314 104	12	705 100	2,65
RHONE-ALPES	71 674 342	23 936 986	47 737 353	1176	5 645 407	12,70
<b>TOTAL</b>	<b>536 599 631</b>	<b>151 874 105</b>	<b>383 725 526</b>	<b>9 815</b>		

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	71 674 342	23 936 986	47 737 353	1176	5 645 407	12,70
BRETAGNE	49 255 843	14 643 413	34 612 430	802	2 906 197	16,95
ILE-DE-FRANCE	44 367 889	9 558 303	34 809 586	614	10 952 011	4,05
AQUITAINE	43 054 328	11 009 732	32 044 596	804	2 908 359	14,80
CENTRE	33 380 146	9 520 188	23 859 958	567	2 440 329	13,68
LANGUEDOC-ROUSSILLON	29 762 279	4 860 480	24 901 799	345	2 295 648	12,96
POITOU-CHARENTES	29 694 851	5 476 986	24 217 865	767	1 640 068	18,11
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	27 453 916	11 174 783	16 279 133	383	4 506 151	6,09
PAYS-DE-LA-LOIRE	23 726 990	5 460 309	18 266 681	539	3 222 061	7,36
CHAMPAGNE-ARDENNE	20 201 633	7 762 255	12 439 378	250	1 342 363	15,05
MIDI-PYRENEES	19 666 973	6 407 131	13 259 842	491	2 551 687	7,71
FRANCHE-COMTE	18 255 131	4 801 083	12 454 048	513	1 117 059	16,34
LORRAINE	17 577 809	5 452 916	12 124 893	219	2 310 376	7,61
NORD-PAS-DE-CALAIS	17 096 880	6 801 009	10 295 871	303	3 996 588	4,28
AUVERGNE	16 715 433	7 132 314	9 583 119	410	1 308 878	12,77
BASSE-NORMANDIE	15 016 819	3 435 008	11 581 811	334	1 422 193	10,56
HAUTE-NORMANDIE	14 718 106	3 346 257	11 371 849	239	1 780 192	8,27
BOURGOGNE	12 624 351	2 588 026	10 036 325	368	1 610 067	7,84
LIMOUSIN	11 396 608	2 654 508	8 742 100	275	710 939	16,03
ALSACE	8 653 480	1 857 801	6 795 679	179	1 734 145	4,99
PICARDIE	7 181 031	1 796 213	5 384 818	174	1 857 481	3,87
REUNION	1 869 780	555 676	1 314 104	12	705 100	2,65
MARTINIQUE	1 608 686	464 104	1 144 582	21	381 427	4,22
CORSE	1 158 907	1 042 262	116 646	20	260 196	4,45
GUYANE	287 062	60 980	226 082	5	157 300	1,82
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
<b>TOTAL</b>	<b>536 599 631</b>	<b>151 874 105</b>	<b>383 725 526</b>	<b>9 815</b>		

**Montant cumulé des subventions FISAC  
par région de 1992 à 2005  
(en euros)**

en €

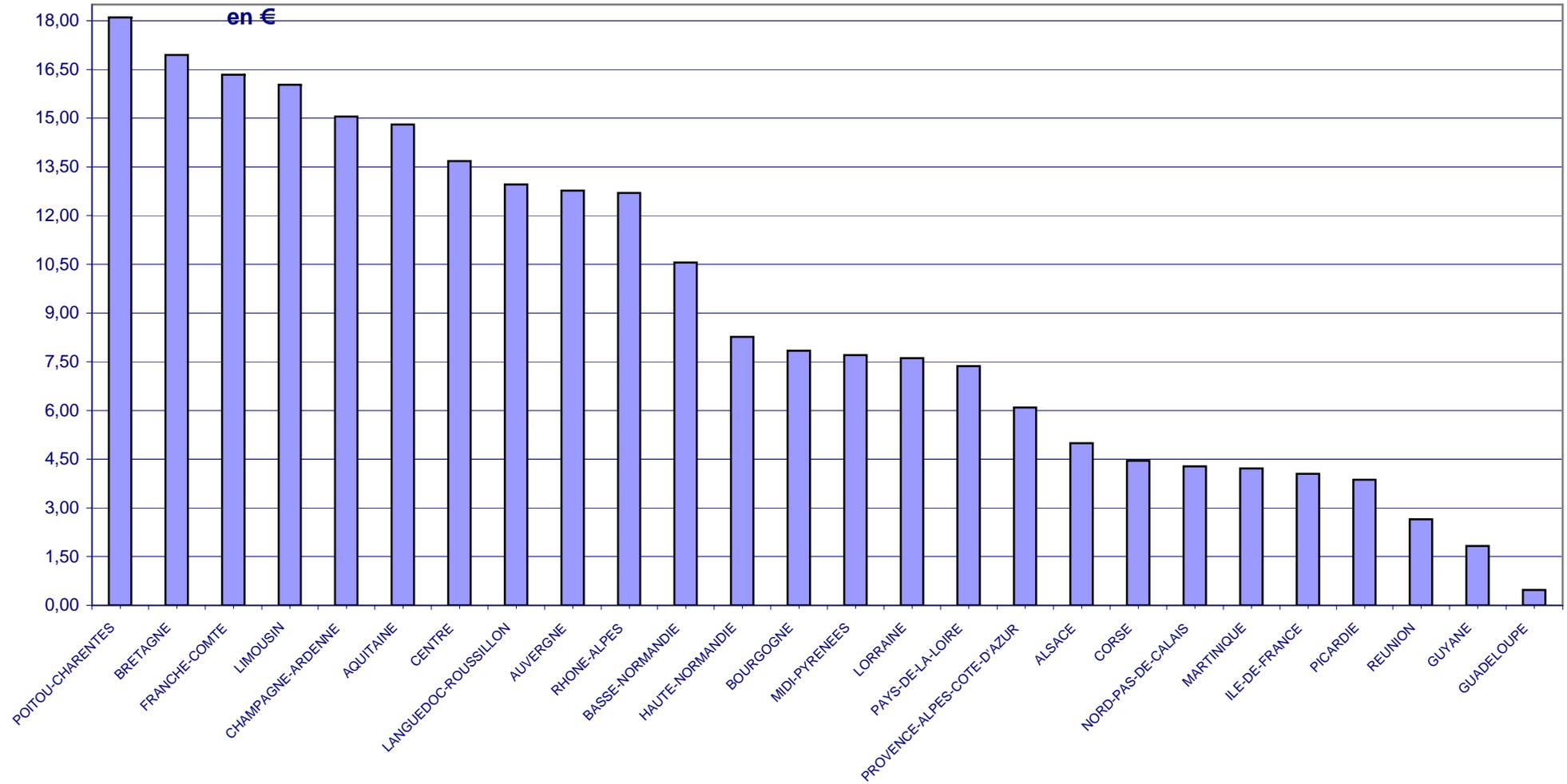


**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
POITOU-CHARENTES	29 694 851	5 476 986	24 217 865	767	1 640 068	18,11
BRETAGNE	49 255 843	14 643 413	34 612 430	802	2 906 197	16,95
FRANCHE-COMTE	18 255 131	4 801 083	12 454 048	513	1 117 059	16,34
LIMOUSIN	11 396 608	2 654 508	8 742 100	275	710 939	16,03
CHAMPAGNE-ARDENNE	20 201 633	7 762 255	12 439 378	250	1 342 363	15,05
AQUITAINE	43 054 328	11 009 732	32 044 596	804	2 908 359	14,80
CENTRE	33 380 146	9 520 188	23 859 958	567	2 440 329	13,68
LANGUEDOC-ROUSSILLON	29 762 279	4 860 480	24 901 799	345	2 295 648	12,96
AUVERGNE	16 715 433	7 132 314	9 583 119	410	1 308 878	12,77
RHONE-ALPES	71 674 342	23 936 986	47 737 353	1176	5 645 407	12,70
BASSE-NORMANDIE	15 016 819	3 435 008	11 581 811	334	1 422 193	10,56
HAUTE-NORMANDIE	14 718 106	3 346 257	11 371 849	239	1 780 192	8,27
BOURGOGNE	12 624 351	2 588 026	10 036 325	368	1 610 067	7,84
MIDI-PYRENEES	19 666 973	6 407 131	13 259 842	491	2 551 687	7,71
LORRAINE	17 577 809	5 452 916	12 124 893	219	2 310 376	7,61
PAYS-DE-LA-LOIRE	23 726 990	5 460 309	18 266 681	539	3 222 061	7,36
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	27 453 916	11 174 783	16 279 133	383	4 506 151	6,09
ALSACE	8 653 480	1 857 801	6 795 679	179	1 734 145	4,99
CORSE	1 158 907	1 042 262	116 646	20	260 196	4,45
NORD-PAS-DE-CALAIS	17 096 880	6 801 009	10 295 871	303	3 996 588	4,28
MARTINIQUE	1 608 686	464 104	1 144 582	21	381 427	4,22
ILE-DE-FRANCE	44 367 889	9 558 303	34 809 586	614	10 952 011	4,05
PICARDIE	7 181 031	1 796 213	5 384 818	174	1 857 481	3,87
REUNION	1 869 780	555 676	1 314 104	12	705 100	2,65
GUYANE	287 062	60 980	226 082	5	157 300	1,82
GUADELOUPE	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
<b>TOTAL</b>	<b>536 599 631</b>	<b>151 874 102</b>	<b>383 725 526</b>	<b>9 815</b>		

**Subventions FISAC  
par région de 1992 à 2005  
(montant par habitant)**



**Présentation  
par  
département**

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	8 989 533	1 962 350	7 027 183	198	515 270	17,45
AISNE	02	3 749 477	894 137	2 855 340	74	535 842	7,00
ALLIER	03	1 841 911	511 478	1 330 433	45	344 721	5,34
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
HAUTES-ALPES	05	2 438 197	1 004 556	1 225 104	43	121 419	20,08
ALPES-MARITIMES	06	4 490 293	2 032 612	2 457 781	59	1 011 326	4,44
ARDECHE	07	8 538 752	1 678 529	6 860 223	197	286 023	29,85
ARDENNES	08	4 790 798	1 890 416	2 900 382	76	290 130	16,51
ARIEGE	09	3 259 241	1 524 681	1 734 560	58	137 205	23,75
AUBE	10	3 329 881	1 360 737	1 969 144	42	292 131	11,40
AUDE	11	3 146 173	811 037	2 335 136	70	309 770	10,16
AVEYRON	12	2 884 313	662 097	2 222 216	91	263 808	10,93
BOUCHES-DU-RHONE	13	7 007 336	3 297 198	3 710 138	84	1 835 719	3,82
CALVADOS	14	6 970 380	1 553 714	5 416 666	111	648 385	10,75
CANTAL	15	2 012 697	613 584	1 399 113	125	150 778	13,35
CHARENTE	16	6 684 596	1 258 906	5 425 690	164	339 628	19,68
CHARENTE-MARITIME	17	12 195 766	2 007 159	10 188 607	286	557 024	21,89
CHER	18	3 107 852	914 428	2 193 424	54	314 428	9,88
CORREZE	19	4 611 848	907 795	3 704 053	108	232 576	19,83
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
HAUTE-CORSE	2B	735 605	618 959	116 646	14	141 603	5,19
COTE-D'OR	21	5 081 887	1 331 394	3 750 493	98	506 755	10,03
COTES-D'ARMOR	22	7 343 130	2 112 447	5 230 683	156	542 373	13,54
CREUSE	23	3 315 365	812 266	2 503 099	69	124 470	26,64
DORDOGNE	24	8 763 458	1 743 552	7 019 906	209	388 293	22,57
DOUBS	25	7 143 480	1 623 488	5 519 992	212	499 062	14,31
DROME	26	12 403 549	5 290 388	7 113 161	188	437 778	28,33
EURE	27	5 152 981	868 358	4 284 623	83	541 054	9,52
EURE-ET-LOIR	28	4 047 936	1 285 736	2 762 200	76	407 665	9,93

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
FINISTERE	29	14 044 124	4 691 277	9 352 847	203	852 418	16,48
GARD	30	5 480 427	1 788 281	3 692 146	84	623 125	8,80
HAUTE-GARONNE	31	2 930 944	1 321 780	1 609 164	64	1 046 338	2,80
GERS	32	1 750 169	573 659	1 176 510	46	172 335	10,16
GIRONDE	33	10 963 681	3 036 886	7 926 795	195	1 287 334	8,52
HERAULT	34	4 752 243	631 149	4 121 094	90	896 441	5,30
ILLE-ET-VILAINE	35	14 367 118	3 440 112	10 927 006	228	867 533	16,56
INDRE	36	4 348 772	1 069 159	3 279 613	85	231 139	18,81
INDRE-ET-LOIRE	37	8 694 666	2 558 391	6 136 275	129	554 003	15,69
ISERE	38	11 008 173	4 362 944	6 645 229	182	1 094 006	10,06
JURA	39	5 585 150	1 405 632	4 179 518	133	250 857	22,26
LANDES	40	8 728 368	2 229 123	6 499 245	160	327 334	26,67
LOIR-ET-CHER	41	6 285 636	1 594 727	4 690 909	124	314 968	19,96
LOIRE	42	8 996 010	3 384 823	5 611 187	120	728 524	12,35
HAUTE-LOIRE	43	4 522 275	1 071 066	3 451 209	116	209 113	21,63
LOIRE-ATLANTIQUE	44	5 605 907	1 576 653	4 029 254	100	1 134 266	4,94
LOIRET	45	6 401 914	1 637 128	4 764 786	91	618 126	10,36
LOT	46	2 186 713	259 998	1 926 715	57	160 197	13,65
LOT-ET-GARONNE	47	5 660 903	1 540 145	4 120 758	115	305 380	18,54
LOZERE	48	743 026	377 720	365 306	18	73 509	10,11
MAINE-ET-LOIRE	49	5 501 693	1 314 198	4 187 495	136	732 942	7,51
MANCHE	50	2 942 013	661 831	2 280 182	101	481 471	6,11
MARNE	51	10 972 605	6 965 892	4 007 013	77	565 229	19,41
HAUTE-MARNE	52	4 708 049	1 145 210	3 362 839	55	194 873	24,16
MAYENNE	53	2 983 355	555 624	2 427 731	73	285 338	10,46
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	4 998 443	1 801 337	3 197 106	63	713 779	7,00
MEUSE	55	3 170 216	750 483	2 419 733	49	192 198	16,49
MORBIHAN	56	12 578 234	3 478 313	9 099 921	202	643 873	19,54
MOSELLE	57	6 217 227	2 007 220	4 210 007	63	1 023 447	6,07
NIEVRE	58	2 207 057	380 915	1 826 142	70	225 198	9,80

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	7 130 798	3 210 491	3 920 307	99	2 555 020	2,79
OISE	60	2 195 482	525 578	1 669 904	62	766 441	2,86
ORNE	61	4 545 342	853 586	3 691 756	119	292 337	15,55
PAS-DE-CALAIS	62	9 966 081	3 590 518	6 375 563	204	1 441 568	6,91
PUY-DE-DOME	63	4 740 692	2 092 683	2 648 009	104	604 266	7,85
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	8 837 149	2 359 257	6 477 892	122	600 018	14,73
HAUTES-PYRENEES	65	2 050 055	486 303	1 563 752	39	222 368	9,22
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 333 178	952 379	2 380 799	76	392 803	8,49
BAS-RHIN	67	4 317 378	1 159 948	3 157 430	91	1 026 120	4,21
HAUT-RHIN	68	4 305 852	667 603	3 638 249	86	708 025	6,08
RHONE	69	11 339 735	4 242 961	7 096 774	161	1 578 869	7,18
HAUTE-SAONE	70	4 014 173	1 042 330	2 971 843	140	229 732	17,47
SAONE-ET-LOIRE	71	3 391 930	650 436	2 741 494	107	544 893	6,22
SARTHE	72	3 884 622	489 149	3 395 473	112	529 851	7,33
SAVOIE	73	6 094 587	1 839 500	4 255 087	75	373 258	16,33
HAUTE-SAVOIE	74	4 288 877	1 160 250	1 328 627	55	631 679	6,79
PARIS	75	1 011 445	430 693	580 752	15	2 125 246	0,48
SEINE-MARITIME	76	9 565 125	2 477 899	7 087 226	156	1 239 138	7,72
SEINE-ET-MARNE	77	6 716 522	1 416 552	5 299 970	127	1 193 767	5,63
YVELINES	78	7 214 708	1 816 599	5 428 109	95	1 354 304	5,33
DEUX-SEVRES	79	5 601 274	1 204 596	4 396 678	141	344 392	16,26
SOMME	80	1 236 073	376 498	859 575	38	555 551	2,22
TARN	81	3 103 468	1 030 368	2 073 100	77	343 402	9,04
TARN-ET-GARONNE	82	1 427 370	473 545	953 825	50	206 034	6,93
VAR	83	6 295 071	2 344 890	3 950 181	89	898 441	7,01
VAUCLUSE	84	5 961 334	1 833 301	4 128 033	68	499 685	11,93
VENDEE	85	5 566 395	1 339 667	4 226 728	113	539 664	10,31
VIENNE	86	4 976 955	922 514	4 054 241	174	399 024	12,47
HAUTE-VIENNE	87	3 138 671	593 723	2 544 948	95	353 893	8,87
VOSGES	88	3 067 985	740 056	2 298 129	42	380 952	8,05

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement alphabétique)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
YONNE	89	3 009 439	557 352	2 452 087	92	333 221	9,03
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 262 175	479 618	782 557	25	137 408	9,19
ESSONNE	91	6 716 355	996 847	5 719 508	99	1 134 238	5,92
HAUTS-DE-SEINE	92	5 785 758	1 580 062	4 205 696	49	1 428 881	4,05
SEINE-SAINT-DENIS	93	4 743 993	745 592	3 998 401	70	1 382 861	3,43
VAL-DE-MARNE	94	4 750 241	850 447	3 899 794	52	1 227 250	3,87
VAL-D'OISE	95	7 242 989	1 565 632	5 677 476	103	1 105 464	6,55
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
MARTINIQUE	972	1 651 842	464 104	1 187 738	22	381 427	4,33
GUYANE	973	287 062	60 980	226 082	5	157 213	1,83
REUNION	974	1 945 280	596 726	1 348 554	13	706 300	2,75
<b>TOTAL</b>		<b>455 424 464</b>	<b>136 903 085</b>	<b>318 521 379</b>	<b>9 731</b>		

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement par montant de subvention)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ILLE-ET-VILAINE	35	14 367 118	3 440 112	10 927 006	228	867 533	16,56
FINISTERE	29	14 044 124	4 691 277	9 352 847	203	852 418	16,48
MORBIHAN	56	12 578 234	3 478 313	9 099 921	202	643 873	19,54
DROME	26	12 403 549	5 290 388	7 113 161	188	437 778	28,33
CHARENTE-MARITIME	17	12 195 766	2 007 159	10 188 607	286	557 024	21,89
RHONE	69	11 339 735	4 242 961	7 096 774	161	1 578 869	7,18
ISERE	38	11 008 173	4 362 944	6 645 229	182	1 094 006	10,06
MARNE	51	10 972 605	6 965 892	4 007 013	77	565 229	19,41
GIRONDE	33	10 963 681	3 036 886	7 926 795	195	1 287 334	8,52
PAS-DE-CALAIS	62	9 966 081	3 590 518	6 375 563	204	1 441 568	6,91
SEINE-MARITIME	76	9 565 125	2 477 899	7 087 226	156	1 239 138	7,72
LOIRE	42	8 996 010	3 384 823	5 611 187	120	728 524	12,35
AIN	01	8 989 533	1 962 350	7 027 183	198	515 270	17,45
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	8 837 149	2 359 257	6 477 892	122	600 018	14,73
DORDOGNE	24	8 763 458	1 743 552	7 019 906	209	388 293	22,57
LANDES	40	8 728 368	2 229 123	6 499 245	160	327 334	26,67
INDRE-ET-LOIRE	37	8 694 666	2 558 391	6 136 275	129	554 003	15,69
ARDECHE	07	8 538 752	1 678 529	6 860 223	197	286 023	29,85
COTES-D'ARMOR	22	7 343 130	2 112 447	5 230 683	156	542 373	13,54
VAL-D'OISE	95	7 242 989	1 565 632	5 677 476	103	1 105 464	6,55
YVELINES	78	7 214 708	1 816 599	5 428 109	95	1 354 304	5,33
DOUBS	25	7 143 480	1 623 488	5 519 992	212	499 062	14,31
NORD	59	7 130 798	3 210 491	3 920 307	99	2 555 020	2,79
BOUCHES-DU-RHONE	13	7 007 336	3 297 198	3 710 138	84	1 835 719	3,82
CALVADOS	14	6 970 380	1 553 714	5 416 666	111	648 385	10,75
SEINE-ET-MARNE	77	6 716 522	1 416 552	5 299 970	127	1 193 767	5,63
ESSONNE	91	6 716 355	996 847	5 719 508	99	1 134 238	5,92
CHARENTE	16	6 684 596	1 258 906	5 425 690	164	339 628	19,68
LOIRET	45	6 401 914	1 637 128	4 764 786	91	618 126	10,36
VAR	83	6 295 071	2 344 890	3 950 181	89	898 441	7,01

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement par montant de subvention)**

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LOIR-ET-CHER	41	6 285 636	1 594 727	4 690 909	124	314 968	19,96
MOSELLE	57	6 217 227	2 007 220	4 210 007	63	1 023 447	6,07
SAVOIE	73	6 094 587	1 839 500	4 255 087	75	373 258	16,33
VAUCLUSE	84	5 961 334	1 833 301	4 128 033	68	499 685	11,93
HAUTS-DE-SEINE	92	5 785 758	1 580 062	4 205 696	49	1 428 881	4,05
LOT-ET-GARONNE	47	5 660 903	1 540 145	4 120 758	115	305 380	18,54
LOIRE-ATLANTIQUE	44	5 605 907	1 576 653	4 029 254	100	1 134 266	4,94
DEUX-SEVRES	79	5 601 274	1 204 596	4 396 678	141	344 392	16,26
JURA	39	5 585 150	1 405 632	4 179 518	133	250 857	22,26
VENDEE	85	5 566 395	1 339 667	4 226 728	113	539 664	10,31
MAINE-ET-LOIRE	49	5 501 693	1 314 198	4 187 495	136	732 942	7,51
GARD	30	5 480 427	1 788 281	3 692 146	84	623 125	8,80
EURE	27	5 152 981	868 358	4 284 623	83	541 054	9,52
COTE-D'OR	21	5 081 887	1 331 394	3 750 493	98	506 755	10,03
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	4 998 443	1 801 337	3 197 106	63	713 779	7,00
VIENNE	86	4 976 955	922 514	4 054 241	174	399 024	12,47
ARDENNES	08	4 790 798	1 890 416	2 900 382	76	290 130	16,51
HERAULT	34	4 752 243	631 149	4 121 094	90	896 441	5,30
VAL-DE-MARNE	94	4 750 241	850 447	3 899 794	52	1 227 250	3,87
SEINE-SAINT-DENIS	93	4 743 993	745 592	3 998 401	70	1 382 861	3,43
PUY-DE-DOME	63	4 740 692	2 092 683	2 648 009	104	604 266	7,85
HAUTE-MARNE	52	4 708 049	1 145 210	3 362 839	55	194 873	24,16
CORREZE	19	4 611 848	907 795	3 704 053	108	232 576	19,83
ORNE	61	4 545 342	853 586	3 691 756	119	292 337	15,55
HAUTE-LOIRE	43	4 522 275	1 071 066	3 451 209	116	209 113	21,63
ALPES-MARITIMES	06	4 490 293	2 032 612	2 457 781	59	1 011 326	4,44
INDRE	36	4 348 772	1 069 159	3 279 613	85	231 139	18,81
BAS-RHIN	67	4 317 378	1 159 948	3 157 430	91	1 026 120	4,21
HAUT-RHIN	68	4 305 852	667 603	3 638 249	86	708 025	6,08
HAUTE-SAVOIE	74	4 288 877	1 160 250	1 328 627	55	631 679	6,79

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement par montant de subvention)**

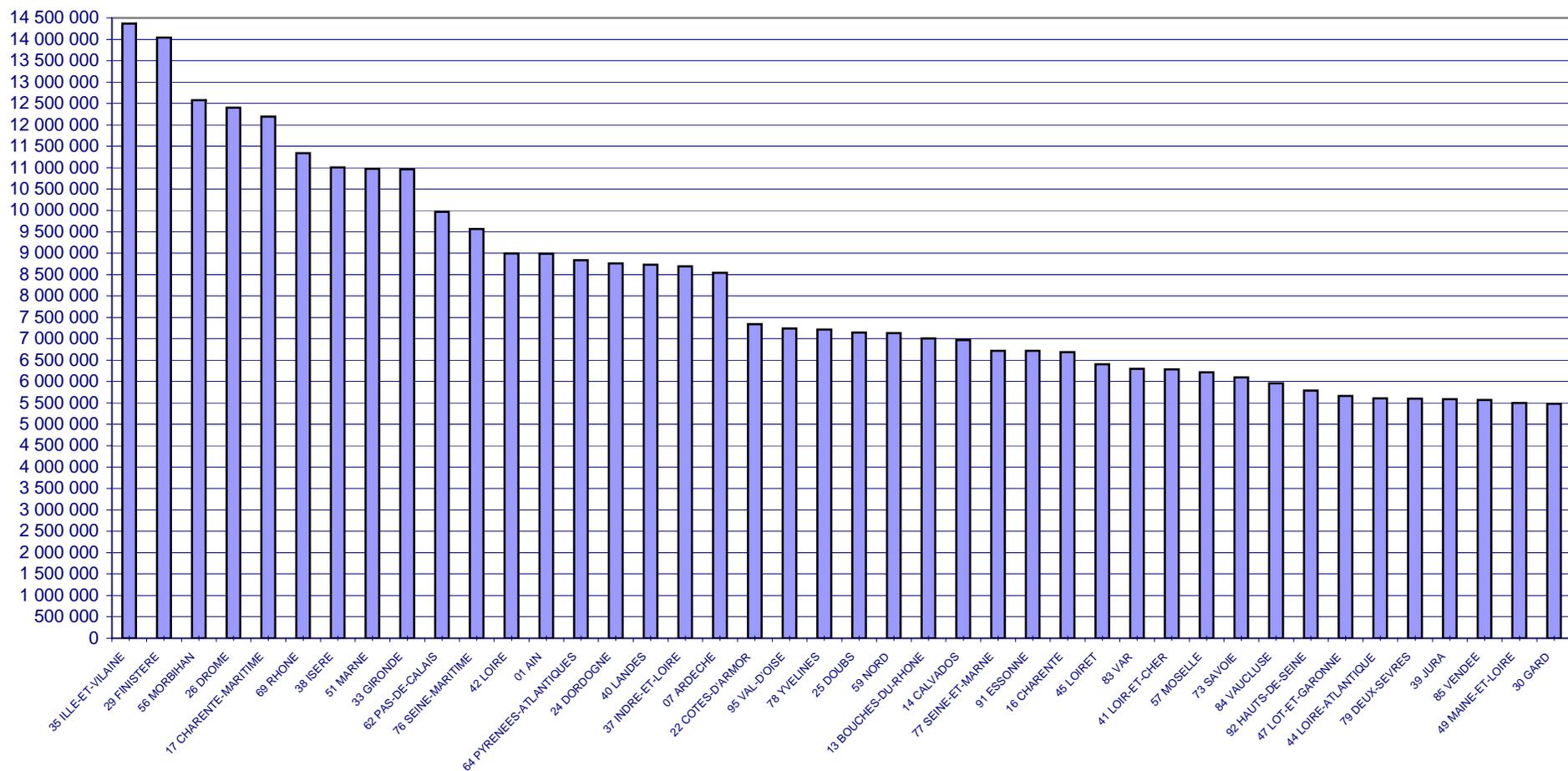
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
EURE-ET-LOIR	28	4 047 936	1 285 736	2 762 200	76	407 665	9,93
HAUTE-SAONE	70	4 014 173	1 042 330	2 971 843	140	229 732	17,47
SARTHE	72	3 884 622	489 149	3 395 473	112	529 851	7,33
AISNE	02	3 749 477	894 137	2 855 340	74	535 842	7,00
SAONE-ET-LOIRE	71	3 391 930	650 436	2 741 494	107	544 893	6,22
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 333 178	952 379	2 380 799	76	392 803	8,49
AUBE	10	3 329 881	1 360 737	1 969 144	42	292 131	11,40
CREUSE	23	3 315 365	812 266	2 503 099	69	124 470	26,64
ARIEGE	09	3 259 241	1 524 681	1 734 560	58	137 205	23,75
MEUSE	55	3 170 216	750 483	2 419 733	49	192 198	16,49
AUDE	11	3 146 173	811 037	2 335 136	70	309 770	10,16
HAUTE-VIENNE	87	3 138 671	593 723	2 544 948	95	353 893	8,87
CHER	18	3 107 852	914 428	2 193 424	54	314 428	9,88
TARN	81	3 103 468	1 030 368	2 073 100	77	343 402	9,04
VOSGES	88	3 067 985	740 056	2 298 129	42	380 952	8,05
YONNE	89	3 009 439	557 352	2 452 087	92	333 221	9,03
MAYENNE	53	2 983 355	555 624	2 427 731	73	285 338	10,46
MANCHE	50	2 942 013	661 831	2 280 182	101	481 471	6,11
HAUTE-GARONNE	31	2 930 944	1 321 780	1 609 164	64	1 046 338	2,80
AVEYRON	12	2 884 313	662 097	2 222 216	91	263 808	10,93
HAUTES-ALPES	05	2 438 197	1 004 556	1 225 104	43	121 419	20,08
NIEVRE	58	2 207 057	380 915	1 826 142	70	225 198	9,80
OISE	60	2 195 482	525 578	1 669 904	62	766 441	2,86
LOT	46	2 186 713	259 998	1 926 715	57	160 197	13,65
HAUTES-PYRENEES	65	2 050 055	486 303	1 563 752	39	222 368	9,22
CANTAL	15	2 012 697	613 584	1 399 113	125	150 778	13,35
REUNION	974	1 945 280	596 726	1 348 554	13	706 300	2,75
ALLIER	03	1 841 911	511 478	1 330 433	45	344 721	5,34
GERS	32	1 750 169	573 659	1 176 510	46	172 335	10,16
MARTINIQUE	972	1 651 842	464 104	1 187 738	22	381 427	4,33

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**  
**(classement par montant de subvention)**

<b>DEPARTEMENT</b>	<b>Code</b>	<b>SUBVENTION</b>	<b>FONCTION.</b>	<b>INVESTIS.</b>	<b>NOMBRE</b>	<b>POPULATION</b>	<b>SUBV/HAB</b>
TARN-ET-GARONNE	82	1 427 370	473 545	953 825	50	206 034	6,93
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 262 175	479 618	782 557	25	137 408	9,19
SOMME	80	1 236 073	376 498	859 575	38	555 551	2,22
PARIS	75	1 011 445	430 693	580 752	15	2 125 246	0,48
LOZERE	48	743 026	377 720	365 306	18	73 509	10,11
HAUTE-CORSE	2B	735 605	618 959	116 646	14	141 603	5,19
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
GUYANE	973	287 062	60 980	226 082	5	157 213	1,83
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
<b>TOTAL</b>		<b>455 424 464</b>	<b>136 903 085</b>	<b>318 521 379</b>	<b>9 731</b>		

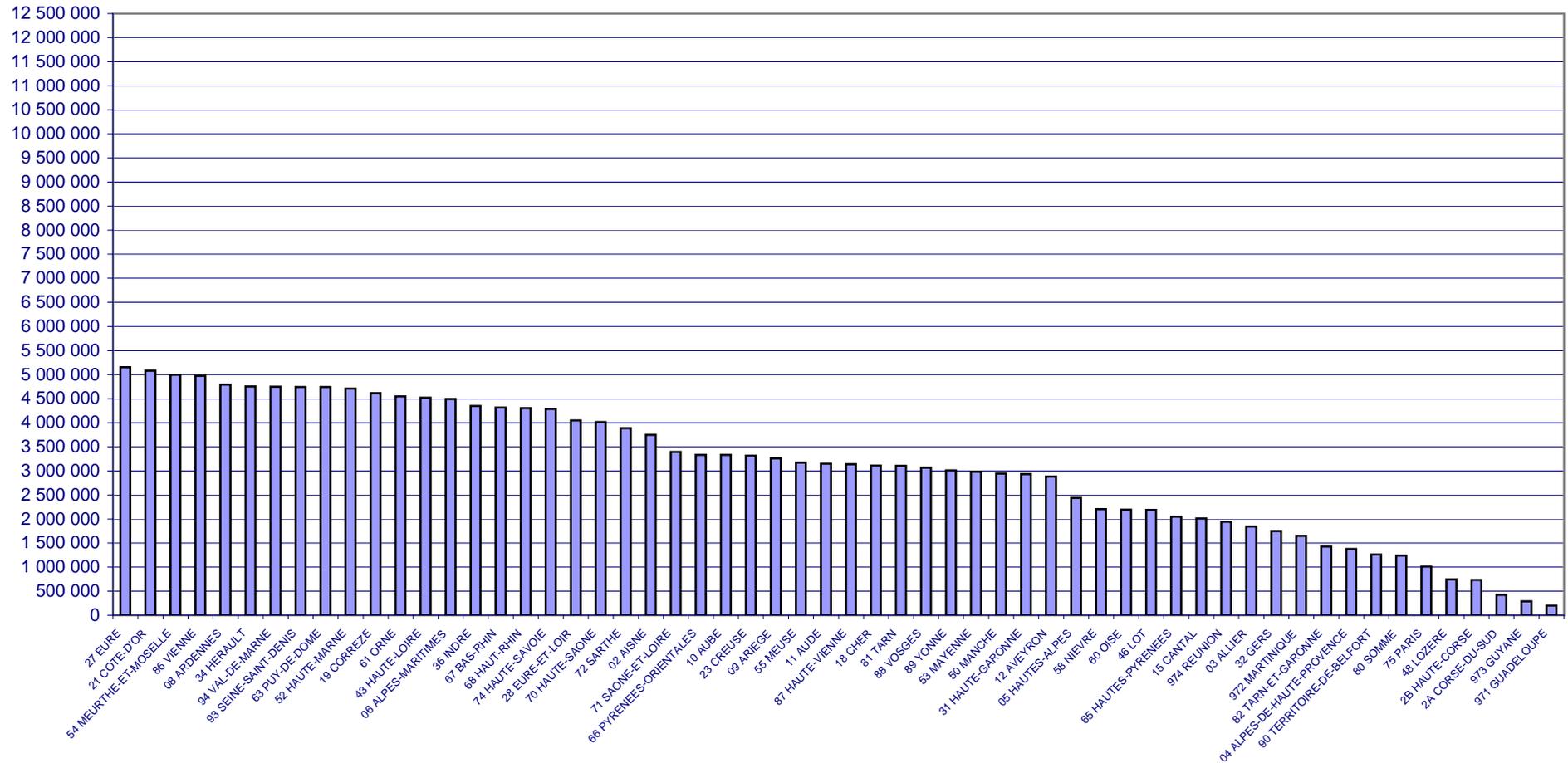
**Montant cumulé des subventions FISAC  
par département de 1992 à 2005  
(en euros)**

en €



## Montant cumulé des subventions FISAC par département de 1992 à 2005 (en euros)

en €



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ARDECHE	07	8 538 752	1 678 529	6 860 223	197	286 023	29,85
DROME	26	12 403 549	5 290 388	7 113 161	188	437 778	28,33
LANDES	40	8 728 368	2 229 123	6 499 245	160	327 334	26,67
CREUSE	23	3 315 365	812 266	2 503 099	69	124 470	26,64
HAUTE-MARNE	52	4 708 049	1 145 210	3 362 839	55	194 873	24,16
ARIEGE	09	3 259 241	1 524 681	1 734 560	58	137 205	23,75
DORDOGNE	24	8 763 458	1 743 552	7 019 906	209	388 293	22,57
JURA	39	5 585 150	1 405 632	4 179 518	133	250 857	22,26
CHARENTE-MARITIME	17	12 195 766	2 007 159	10 188 607	286	557 024	21,89
HAUTE-LOIRE	43	4 522 275	1 071 066	3 451 209	116	209 113	21,63
HAUTES-ALPES	05	2 438 197	1 004 556	1 225 104	43	121 419	20,08
LOIR-ET-CHER	41	6 285 636	1 594 727	4 690 909	124	314 968	19,96
CORREZE	19	4 611 848	907 795	3 704 053	108	232 576	19,83
CHARENTE	16	6 684 596	1 258 906	5 425 690	164	339 628	19,68
MORBIHAN	56	12 578 234	3 478 313	9 099 921	202	643 873	19,54
MARNE	51	10 972 605	6 965 892	4 007 013	77	565 229	19,41
INDRE	36	4 348 772	1 069 159	3 279 613	85	231 139	18,81
LOT-ET-GARONNE	47	5 660 903	1 540 145	4 120 758	115	305 380	18,54
HAUTE-SAONE	70	4 014 173	1 042 330	2 971 843	140	229 732	17,47
AIN	01	8 989 533	1 962 350	7 027 183	198	515 270	17,45
ILLE-ET-VILAINE	35	14 367 118	3 440 112	10 927 006	228	867 533	16,56
ARDENNES	08	4 790 798	1 890 416	2 900 382	76	290 130	16,51
MEUSE	55	3 170 216	750 483	2 419 733	49	192 198	16,49
FINISTERE	29	14 044 124	4 691 277	9 352 847	203	852 418	16,48
SAVOIE	73	6 094 587	1 839 500	4 255 087	75	373 258	16,33
DEUX-SEVRES	79	5 601 274	1 204 596	4 396 678	141	344 392	16,26
INDRE-ET-LOIRE	37	8 694 666	2 558 391	6 136 275	129	554 003	15,69
ORNE	61	4 545 342	853 586	3 691 756	119	292 337	15,55
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	8 837 149	2 359 257	6 477 892	122	600 018	14,73
DOUBS	25	7 143 480	1 623 488	5 519 992	212	499 062	14,31
LOT	46	2 186 713	259 998	1 926 715	57	160 197	13,65

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
COTES-D'ARMOR	22	7 343 130	2 112 447	5 230 683	156	542 373	13,54
CANTAL	15	2 012 697	613 584	1 399 113	125	150 778	13,35
VIENNE	86	4 976 955	922 514	4 054 241	174	399 024	12,47
LOIRE	42	8 996 010	3 384 823	5 611 187	120	728 524	12,35
VAUCLUSE	84	5 961 334	1 833 301	4 128 033	68	499 685	11,93
AUBE	10	3 329 881	1 360 737	1 969 144	42	292 131	11,40
AVEYRON	12	2 884 313	662 097	2 222 216	91	263 808	10,93
CALVADOS	14	6 970 380	1 553 714	5 416 666	111	648 385	10,75
MAYENNE	53	2 983 355	555 624	2 427 731	73	285 338	10,46
LOIRET	45	6 401 914	1 637 128	4 764 786	91	618 126	10,36
VENDEE	85	5 566 395	1 339 667	4 226 728	113	539 664	10,31
AUDE	11	3 146 173	811 037	2 335 136	70	309 770	10,16
GERS	32	1 750 169	573 659	1 176 510	46	172 335	10,16
LOZERE	48	743 026	377 720	365 306	18	73 509	10,11
ISERE	38	11 008 173	4 362 944	6 645 229	182	1 094 006	10,06
COTE-D'OR	21	5 081 887	1 331 394	3 750 493	98	506 755	10,03
EURE-ET-LOIR	28	4 047 936	1 285 736	2 762 200	76	407 665	9,93
CHER	18	3 107 852	914 428	2 193 424	54	314 428	9,88
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 379 283	571 290	807 993	39	139 561	9,88
NIEVRE	58	2 207 057	380 915	1 826 142	70	225 198	9,80
EURE	27	5 152 981	868 358	4 284 623	83	541 054	9,52
HAUTES-PYRENEES	65	2 050 055	486 303	1 563 752	39	222 368	9,22
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 262 175	479 618	782 557	25	137 408	9,19
TARN	81	3 103 468	1 030 368	2 073 100	77	343 402	9,04
YONNE	89	3 009 439	557 352	2 452 087	92	333 221	9,03
HAUTE-VIENNE	87	3 138 671	593 723	2 544 948	95	353 893	8,87
GARD	30	5 480 427	1 788 281	3 692 146	84	623 125	8,80
GIRONDE	33	10 963 681	3 036 886	7 926 795	195	1 287 334	8,52
PYRENEES-ORIENTALES	66	3 333 178	952 379	2 380 799	76	392 803	8,49
VOSGES	88	3 067 985	740 056	2 298 129	42	380 952	8,05

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
PUY-DE-DOME	63	4 740 692	2 092 683	2 648 009	104	604 266	7,85
SEINE-MARITIME	76	9 565 125	2 477 899	7 087 226	156	1 239 138	7,72
MAINE-ET-LOIRE	49	5 501 693	1 314 198	4 187 495	136	732 942	7,51
SARTHE	72	3 884 622	489 149	3 395 473	112	529 851	7,33
RHONE	69	11 339 735	4 242 961	7 096 774	161	1 578 869	7,18
VAR	83	6 295 071	2 344 890	3 950 181	89	898 441	7,01
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	4 998 443	1 801 337	3 197 106	63	713 779	7,00
AISNE	02	3 749 477	894 137	2 855 340	74	535 842	7,00
TARN-ET-GARONNE	82	1 427 370	473 545	953 825	50	206 034	6,93
PAS-DE-CALAIS	62	9 966 081	3 590 518	6 375 563	204	1 441 568	6,91
HAUTE-SAVOIE	74	4 288 877	1 160 250	1 328 627	55	631 679	6,79
VAL-D'OISE	95	7 242 989	1 565 632	5 677 476	103	1 105 464	6,55
SAONE-ET-LOIRE	71	3 391 930	650 436	2 741 494	107	544 893	6,22
MANCHE	50	2 942 013	661 831	2 280 182	101	481 471	6,11
HAUT-RHIN	68	4 305 852	667 603	3 638 249	86	708 025	6,08
MOSELLE	57	6 217 227	2 007 220	4 210 007	63	1 023 447	6,07
ESSONNE	91	6 716 355	996 847	5 719 508	99	1 134 238	5,92
SEINE-ET-MARNE	77	6 716 522	1 416 552	5 299 970	127	1 193 767	5,63
ALLIER	03	1 841 911	511 478	1 330 433	45	344 721	5,34
YVELINES	78	7 214 708	1 816 599	5 428 109	95	1 354 304	5,33
HERAULT	34	4 752 243	631 149	4 121 094	90	896 441	5,30
HAUTE-CORSE	2B	735 605	618 959	116 646	14	141 603	5,19
LOIRE-ATLANTIQUE	44	5 605 907	1 576 653	4 029 254	100	1 134 266	4,94
ALPES-MARITIMES	06	4 490 293	2 032 612	2 457 781	59	1 011 326	4,44
MARTINIQUE	972	1 651 842	464 104	1 187 738	22	381 427	4,33
BAS-RHIN	67	4 317 378	1 159 948	3 157 430	91	1 026 120	4,21
HAUTS-DE-SEINE	92	5 785 758	1 580 062	4 205 696	49	1 428 881	4,05
VAL-DE-MARNE	94	4 750 241	850 447	3 899 794	52	1 227 250	3,87
BOUCHES-DU-RHONE	13	7 007 336	3 297 198	3 710 138	84	1 835 719	3,82
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
SEINE-SAINT-DENIS	93	4 743 993	745 592	3 998 401	70	1 382 861	3,43

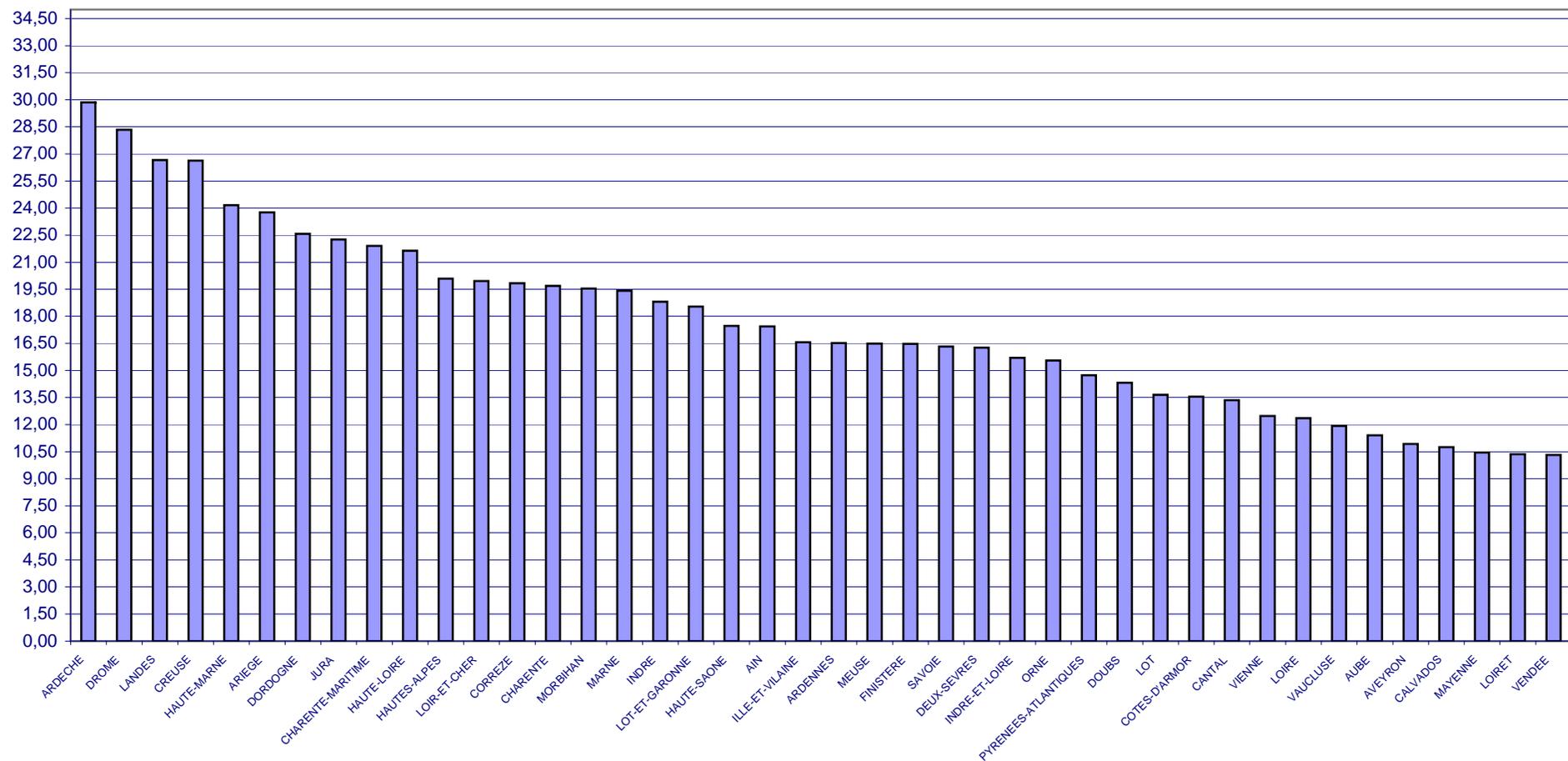
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT**  
**TOUS TYPES D'OPERATION**  
**de 1992 à 2005**

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
OISE	60	2 195 482	525 578	1 669 904	62	766 441	2,86
HAUTE-GARONNE	31	2 930 944	1 321 780	1 609 164	64	1 046 338	2,80
NORD	59	7 130 798	3 210 491	3 920 307	99	2 555 020	2,79
REUNION	974	1 945 280	596 726	1 348 554	13	706 300	2,75
SOMME	80	1 236 073	376 498	859 575	38	555 551	2,22
GUYANE	973	287 062	60 980	226 082	5	157 213	1,83
PARIS	75	1 011 445	430 693	580 752	15	2 125 246	0,48
GUADELOUPE	971	200 360	75 382	124 978	5	422 496	0,47
<b>TOTAL</b>		<b>455 424 464</b>	<b>136 903 085</b>	<b>318 521 379</b>	<b>9 731</b>		

**Subventions FISAC  
par département de 1992 à 2005  
(montant par habitant)**

en €



## Subvention FISAC par département de 1992 à 2005 (montant par habitant)

en €

